

Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2007

BMO Groupe financier annonce pour le deuxième trimestre un revenu net de 671 millions de dollars, une hausse de 3,1 % (20 millions de dollars) par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats comprennent 90 millions de dollars de pertes après impôts liées à la négociation de produits de base

Le revenu net trimestriel de PE – Canada affiche une solide croissance de 24 % par rapport à la période correspondante l'an dernier

Après le retraitement des résultats du premier trimestre, le revenu net du premier semestre de BMO s'établit à 1 019 millions de dollars, une baisse de 19 % (238 millions de dollars) par rapport à la période correspondante l'an dernier. Les résultats du premier semestre comprennent 327 millions de dollars de pertes après impôts liées à la négociation de produits de base et une charge de restructuration après impôts de 88 millions de dollars

Points saillants des résultats :

Comparaison des résultats du deuxième trimestre de 2007 avec ceux du deuxième trimestre de 2006 :

- Revenu net de 671 millions de dollars, soit une hausse de 20 millions de dollars ou de 3,1 %.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,29 \$ et RPA avant amortissement² de 1,31 \$, soit une hausse de 0,04 \$ ou de 3,2 % dans les deux cas.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 18,3 %, alors qu'il s'élevait à 19,3 % il y a un an.
- Les résultats du deuxième trimestre font état des pertes de négociation sur produits de base de 171 millions de dollars annoncées antérieurement. Une fois prises en compte la réduction de la rémunération liée au rendement et la baisse des impôts sur les bénéfices, ces pertes ont réduit le revenu net de 90 millions de dollars (0,18 \$ par action ordinaire³).
- Abstraction faite des éléments ci-dessus, le revenu net s'établit à 761 millions de dollars, une hausse de 110 millions de dollars ou de 17 %, et le RPA atteint 1,47 \$, une hausse de 0,22 \$ ou de 18 %. Les revenus se sont accrus de 9,6 % tandis que les frais augmentaient de 5,6 %.

Revenu net des groupes d'exploitation :

- PE – Canada : hausse de 63 millions de dollars, ou de 24 %, du revenu net qui s'établit à 324 millions de dollars, grâce à la solide performance des activités de base, à un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts) et d'un gain sur titres de placement.
- PE – États-Unis : revenu net de 27 millions de dollars grâce aux mesures de gestion active des frais; la baisse de 1 million de dollars, ou de 4 %, est imputable à une conjoncture économique et à un environnement concurrentiel difficiles.
- Groupe Gestion privée : hausse de 4 millions de dollars, ou de 5 %. Le revenu net s'établit à 101 millions de dollars, le deuxième meilleur résultat jamais obtenu au chapitre du revenu net trimestriel.
- BMO Marchés des capitaux : revenu net de 199 millions de dollars, soit une baisse de 48 millions de dollars ou de 19 %. Abstraction faite de l'incidence nette des pertes sur produits de base, le revenu net a augmenté de 42 millions ou de 17 % et atteint 289 millions grâce à la croissance généralisée de tous les secteurs d'activité.

Comparaison des résultats du premier semestre de 2007 avec ceux du premier semestre de 2006 :

- Revenu net de 1 019 millions de dollars, soit une baisse de 238 millions ou de 19 %.
- RPA de 1,96 \$ et RPA avant amortissement de 1,99 \$, soit une baisse de 0,46 \$ ou 19 % et de 0,47 \$ ou 19 %, respectivement.
- RCP de 13,7 %, alors qu'il était de 18,6 % il y a un an.
- Le revenu net et le RPA ont été réduits par l'incidence nette sur le premier semestre de pertes de négociation sur produits de base de 327 millions de dollars (0,64 \$ par action) et par une charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts et 0,17 \$ par action) comptabilisée au premier trimestre.
- Le ratio du capital de première catégorie demeure solide, à 9,67 %.

1. Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent communiqué, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2. Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés plus loin dans la section Mesures non conformes aux PCGR, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent document le sont sur une base d'imposition comparable.

3. Les résultats qui excluent les pertes de négociation sur produits de base ou la charge de restructuration comptabilisée au premier trimestre constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Veillez noter que toutes les données financières du premier trimestre contenues dans le présent document ont été retraitées pour inclure l'incidence des pertes de négociation sur produits de base liées à ce trimestre, à moins d'avis contraire.

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trois mois terminés le					Pour les six mois terminés le			
	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	Variation par rapport au 30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006	Variation par rapport au 30 avril 2006
Données retraitées									
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 528 \$	2 066 \$	2 461 \$	2 570 \$	2 473 \$	2,3 %	4 594 \$	4 954 \$	(7,2) %
Revenu total (bic) a)	2 571	2 105	2 494	2 603	2 503	2,8	4 676	5 015	(6,7)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	59	52	16	42	66	(10,6)	111	118	(5,9)
Frais autres que d'intérêts	1 614	1 673	1 613	1 600	1 560	3,5	3 287	3 140	4,7
Revenu net	671	348	696	710	651	3,1	1 019	1 257	(18,9)
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,29 \$	0,67 \$	1,35 \$	1,38 \$	1,25 \$	0,04 \$	1,96 \$	2,42 \$	(0,46) \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,31	0,68	1,37	1,40	1,27	0,04	1,99	2,46	(0,47)
Dividende déclaré par action	0,68	0,65	0,62	0,62	0,53	0,15	1,33	1,02	0,31
Valeur comptable d'une action	28,95	28,90	28,89	28,21	27,47	1,48	28,95	27,47	1,48
Cours de clôture d'une action	69,46	70,01	69,45	63,95	64,67	4,79	69,46	64,67	4,79
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	34,7	35,1	34,8	32,0	32,4	2,3	34,7	32,4	2,3
Au									
Données retraitées									
Points saillants du bilan									
Actif	356 527 \$	355 491 \$	319 978 \$	311 609 \$	306 307 \$	16,4 %			
Solde net des prêts et acceptations	203 210	205 472	190 994	189 893	187 561	8,3			
Dépôts	221 615	217 114	203 848	202 094	194 488	13,9			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 475	14 472	14 465	14 107	13 779	5,1			
Données retraitées									
Principales mesures financières (%) b)									
Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	16,6	17,8	19,1	12,8	16,4		16,6	16,4	
Croissance du résultat dilué par action	3,2	(42,7)	5,5	29,0	6,8		(19,0)	6,1	
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	3,1	(42,9)	3,8	27,3	5,0		(19,1)	4,2	
Rendement des capitaux propres	18,3	9,2	19,4	20,3	19,3		13,7	18,6	
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	18,5	9,5	19,6	20,6	19,6		14,0	18,8	
Croissance du profit économique net a)	(4,2)	(+100)	(1,0)	59,3	0,0		(54,7)	(2,1)	
Croissance du revenu	2,3	(16,7)	(6,1)	6,7	3,1		(7,2)	3,0	
Croissance du revenu (bic) a)	2,8	(16,2)	(5,9)	6,7	3,0		(6,7)	3,0	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	63,8	81,0	65,5	62,3	63,1		71,5	63,4	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	62,8	79,5	64,6	61,5	62,3		70,3	62,6	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	62,3	78,9	64,2	61,1	61,9		69,8	62,2	
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,12	0,10	0,03	0,09	0,14		0,11	0,13	
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	3,86	4,19	3,81	3,86	4,58		3,86	4,58	
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	28,6	28,4	27,2	25,2	25,0		28,6	25,0	
Ratio du capital de première catégorie	9,67	9,76	10,22	10,07	10,20		9,67	10,20	
Cote de crédit									
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-	
Moody's	Aa1	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3		Aa1	Aa3	
Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)									
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	11,3	6,0	24,1	8,0	17,7		11,3	17,7	
Rendement des actions	3,92	3,71	3,57	3,88	3,28		3,83	3,15	
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	14,8	15,1	13,5	12,6	13,6		14,8	13,6	
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,40	2,42	2,40	2,27	2,35		2,40	2,35	
Profit économique net (en millions de dollars) a)	289	(37)	325	349	302		252	556	
Rendement de l'actif moyen	0,77	0,40	0,86	0,90	0,88		0,59	0,84	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,65	1,64	1,78	1,84	1,78		1,65	1,82	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) a)	1,71	1,70	1,83	1,89	1,82		1,70	1,87	
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	52,4	42,1	50,6	52,0	55,0		47,8	53,7	
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	51,5	41,3	49,9	51,3	54,3		46,9	53,0	
Croissance des frais autres que d'intérêts	3,5	5,9	(0,9)	2,0	(0,6)		4,7	0,1	
Ratio du capital total	11,03	11,20	11,76	11,59	11,76		11,03	11,76	
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,3	4,3	4,7	4,7	4,7		4,3	4,7	

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la section « Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion » pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises

préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Bons résultats sous-jacents au deuxième trimestre

Montréal, le 23 mai 2007 – BMO Groupe financier a déclaré un revenu net de 671 millions de dollars, soit un résultat de 1,29 \$ par action, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2007. Les résultats comprennent une charge après impôts de 90 millions de dollars, ou de 0,18 \$ par action, pour les pertes de négociation sur produits de base annoncées antérieurement.

Si on fait abstraction de l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base, le revenu net s'élève à 761 millions de dollars, soit 1,47 \$ par action. Sur cette base, le revenu s'est accru de 9,6 % par rapport à la même période l'an dernier, le revenu net a progressé de 110 millions de dollars, ou de 17 %, et le levier d'exploitation s'est amélioré de 400 points de base.

Le revenu net de PE – Canada s'est accru de 24 %, la forte progression du revenu ayant nettement surpassé la croissance des frais. La croissance des revenus de l'ensemble des secteurs de BMO Marchés des capitaux a aussi largement surpassé la croissance des frais, et le revenu net de ce groupe a progressé de 17 % si on exclut l'incidence des pertes sur produits de base. Le groupe Gestion privée a augmenté son revenu net de 5,2 % et a ainsi atteint un résultat qu'il a surpassé une seule fois à ce jour. Le revenu net de PE – États-Unis est resté relativement stable, en dépit d'une conjoncture économique et de conditions de marché difficiles.

« Sans les pertes de négociation sur produits de base, BMO aurait obtenu de bons résultats au deuxième trimestre grâce à la solide performance de PE – Canada », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction de BMO Groupe financier.

Le 17 mai 2007, nous avons annoncé que BMO déclarerait des pertes de négociation sur produits de base de 680 millions de dollars. Une fois prises en compte la réduction de la rémunération liée au rendement, au montant de 120 millions de dollars, et la baisse des impôts sur les bénéficiaires, ces pertes ont diminué le revenu net de 327 millions de dollars (0,64 \$ par action). La perte est liée à l'utilisation d'une méthode plus appropriée d'évaluation du portefeuille de produits de base en fonction du marché et au fait que le marché sur lequel nous pouvions négocier nos positions est devenu de moins en moins liquide et que la volatilité a atteint des niveaux planchers historiques. Auparavant, la valeur de marché du portefeuille faisait l'objet d'une évaluation quotidienne de la part des négociateurs et cette évaluation était ensuite confirmée chaque mois de façon indépendante, d'abord par notre principal courtier externe. Ayant constaté la croissance de notre portefeuille de titres de gaz naturel au début de l'exercice 2007, nous avons cherché à confirmer la pertinence des évaluations auprès d'autres sources indépendantes. L'enquête externe sur les activités de négociation menée ultérieurement à la demande de la direction a soulevé des inquiétudes quant à la fiabilité des évaluations reçues de notre principal courtier externe. Nous avons alors suspendu notre relation d'affaires avec ce courtier, en attendant les résultats de l'enquête externe.

L'enquête a révélé que les pertes visaient à la fois le premier et le deuxième trimestres de 2007. Par conséquent, nous avons retraité les résultats du premier trimestre pour enregistrer des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars. Déduction faite d'une réduction de 87 millions de la rémunération liée au rendement et d'une baisse des impôts sur les bénéficiaires, ces pertes ont entraîné une diminution de 237 millions de dollars (0,46 \$ par action) du revenu net du premier trimestre. Au deuxième trimestre, nous avons comptabilisé des pertes de négociation sur produits de base de 171 millions de dollars qui, après déduction d'une réduction de 33 millions de la rémunération liée au rendement et d'une baisse des impôts sur les bénéficiaires, ont réduit le revenu net du deuxième trimestre de 90 millions de dollars (0,18 \$ par

action). Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints.

Comme suite à la révision de l'évaluation, le portefeuille de produits de base de BMO est maintenant évalué de façon plus appropriée par rapport à la valeur de marché en date du 30 avril 2007. BMO poursuit son enquête au sujet des faits et circonstances ayant entouré ces pertes de négociation sur produits de base évalués à la valeur de marché, dans le cadre de laquelle une révision servira à déterminer si des irrégularités ont pu être commises lors des transactions et des évaluations. Compte tenu de la taille et de la complexité de ce portefeuille, il est possible qu'il subisse encore d'importantes fluctuations susceptibles d'entraîner des gains ou des pertes liés à la valeur de marché, du fait de son repositionnement et de la volatilité du marché. Cependant, la réalisation ordonnée ultérieure du portefeuille au fil du temps ne devrait pas occasionner d'autres gains ou pertes financiers importants.

Sommaire du revenu net

(en millions de dollars canadiens)	T1-2007	T2-2007	Cumul 2007
Revenu net selon les états financiers	348	671	1 019
Pertes de négociation sur produits de base (après impôts)	237	90	327
Charge de restructuration (après impôts)	88	-	88
Revenu net excluant les pertes de négociation sur produits de base et la charge de restructuration	673	761	1 434

« Nous avons réduit le risque de ce portefeuille d'environ un tiers par rapport à son sommet, a indiqué M. Downe. Nous avons une nouvelle équipe de direction en place et nous avons réduit les limites de risque. Notre capital demeure très solide et le ratio de capital de première catégorie s'établit à 9,67 %, les pertes de négociation l'ayant réduit de 19 points de base. »

Les rajustements mentionnés ci-dessus ont été comptabilisés dans les résultats de BMO Marchés des capitaux (auparavant appelé « groupe Services d'investissement ») à l'égard de ses activités aux États-Unis. À la suite des rajustements, le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'établit à 199 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 247 millions il y a un an, et à une perte nette de 18 millions au premier trimestre, après retraitement des données. Pour le premier semestre, son revenu net se chiffre à 181 millions de dollars, par rapport à 469 millions de dollars à la même période l'an dernier.

Nous avons enregistré une charge de restructuration de 135 millions de dollars au premier trimestre et nous procédons à la mise en œuvre des changements connexes. Nous avons prévu environ 50 initiatives destinées à accroître l'efficacité et l'efficience de l'organisation, dont la mise en place devrait entraîner une perte d'environ 1 000 emplois à temps plein, principalement dans des domaines sans contact direct avec le client. Ces initiatives visent à réduire nos frais d'exploitation de 300 millions de dollars, la moitié de cette économie devant être réalisée d'ici la fin de l'exercice 2007.

« Même si les pertes sur produits de base ont causé une grande déception, nous avons constaté un nouvel élan dans la plupart de nos secteurs d'activité et nous progressons dans la réalisation de nos objectifs prioritaires, a conclu M. Downe. Nous continuons de nous concentrer sur nos objectifs stratégiques, notamment celui de faire de Harris la première banque pour les particuliers et les entreprises dans le Midwest américain. »

Revue des résultats des groupes d'exploitation

Services bancaires PE – Canada

Le revenu net s'est accru de 63 millions de dollars, ou de 24 %, par rapport à la même période l'an dernier et il se chiffre à 324 millions de dollars. Les services aux particuliers, les services aux entreprises et les services de cartes ont tous trois substantiellement augmenté leur chiffre d'affaires, tandis que les frais reflétaient l'ajout, au cours de la deuxième moitié de 2006, d'employés de première ligne affectés à la vente et au service ainsi qu'une plus forte dépréciation liée aux initiatives de l'an dernier. Les résultats comprennent un gain sur assurances et un gain sur titres de placement.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net a progressé de 32 millions de dollars ou de 11 %. Le groupe a substantiellement accru son revenu, particulièrement celui des services aux particuliers, malgré le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent, et malgré le léger recul de la marge nette d'intérêts et la faible hausse des frais. Le gain sur assurances et le gain sur titres de placement ont également contribué à la hausse du revenu.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, la plupart des produits ont progressé, particulièrement les prêts à marge plus élevée et les cartes, grâce à la poursuite de nos efforts pour améliorer l'expérience client et solidifier nos relations d'affaires. Les prêts aux particuliers ont bondi de 9,5 % depuis l'an dernier et notre part de marché s'est accrue par rapport à l'an dernier et au premier trimestre. La croissance des prêts hypothécaires a ralenti par rapport au premier trimestre, en raison de la baisse des soldes des prêts provenant de tiers et de courtiers, une baisse prévue à la suite de la réorientation de nos efforts vers nos propres réseaux et le développement des relations avec nos clients. Nous prenons des mesures énergiques pour stimuler la croissance des dépôts de particuliers comme la simplification de nos produits et de notre processus d'ouverture de compte et l'amélioration de l'expérience client.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, les prêts et les dépôts ont poursuivi leur croissance. Les prêts ont progressé de 6,7 % sur 12 mois et toutes les directions ont contribué à la hausse. Nous continuons à considérer ce secteur d'activité comme un de nos points forts, puisque nous nous classons au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des entreprises au Canada. Grâce à notre approche intégrée du service à la clientèle et à notre vaste gamme de produits, nous misons sur notre avantage concurrentiel pour devenir un leader du marché du crédit aux entreprises.

Services bancaires PE – États-Unis

À 27 millions de dollars, le revenu net a diminué de 1 million de dollars par rapport à la même période l'an dernier après avoir absorbé des coûts d'intégration de la First National Bank & Trust (FNBT) de 5 millions. La croissance du revenu et des frais est due à l'acquisition de la FNBT.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net a diminué de 2 millions de dollars ou de 3,9 %. Le revenu a augmenté principalement en raison de l'acquisition de la FNBT. Si on fait abstraction de la FNBT, les frais autres que d'intérêts ont légèrement diminué. La marge nette d'intérêts s'est légèrement rétrécie, mais elle semble se stabiliser.

Nous continuons à faire face à une conjoncture économique et à des conditions de marché quelque peu difficiles. Dans ce contexte, nous avons choisi de gérer nos coûts par des mesures comme la réduction des coûts liés au personnel et le ralentissement de l'expansion du réseau de succursales.

Il y a actuellement beaucoup de discussions concernant un possible transfert de propriété de l'un de nos principaux concurrents dans la région de Chicago. Un tel transfert comporterait des défis, mais il pourrait aussi nous offrir des possibilités intéressantes. Nous suivons cette situation de près.

Groupe Gestion privée

Le revenu net s'est accru de 4 millions de dollars ou de 5,2 % par rapport à l'an dernier et il se chiffre à 101 millions de dollars. Le revenu a progressé de 31 millions de dollars, ou de 6,5 %, grâce à une croissance dans l'ensemble des secteurs. Les frais ont augmenté principalement en raison de la hausse des coûts liés aux revenus et de la poursuite de nos investissements dans l'équipe de vente, les nouveaux produits, la technologie et l'infrastructure. Ces investissements visaient à approfondir les relations avec nos clients et à stimuler la croissance de notre revenu.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net a progressé de 6 millions de dollars ou de 7,9 %. Le revenu a légèrement augmenté et les frais sont restés relativement stables. Au premier trimestre, les coûts de la rémunération à base d'actions attribuée aux employés admissibles à la retraite avaient contribué à la hausse des frais.

Au cours de la saison des REER de 2007, les ventes de BMO Fonds d'investissement ont atteint un niveau record et augmenté de 22 % comparativement à l'année précédente.

Nous avons lancé EnGlobe^{MC} Sélect, un programme de services tout-en-un qui aide les professionnels qui ont un emploi du temps chargé à gérer leurs finances, en leur offrant l'aide de spécialistes ainsi que des services de conciergerie et d'autres services adaptés à leur mode de vie.

Le groupe continue à être reconnu pour ses produits et ses services. Le Fonds asiatique de croissance et de revenu du Groupe de fonds Guardian a remporté un prix Lipper, parce qu'il a produit de façon constante de solides rendements ajustés en fonction du risque, comparativement à ses pairs.

BMO Marchés des capitaux

Comme nous l'avons déjà expliqué, les résultats ont subi les répercussions de pertes de négociation sur produits de base. Abstraction faite de l'incidence de ces pertes, le revenu net s'est accru de 42 millions de dollars, ou de 17 %, comparativement à la même période l'an dernier. Sur une base similaire, le revenu a augmenté de 94 millions de dollars ou de 13 %. Plusieurs secteurs ont connu une solide croissance de leur revenu. Les revenus ont fortement progressé dans les secteurs des prises fermes de titres de participation et des fusions et acquisitions. L'augmentation des actifs des services bancaires aux grandes entreprises a entraîné une hausse des revenus, conformément à la stratégie du groupe. Les commissions sur prêts et les autres commissions, les gains sur titres et les recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux, de même que les revenus de négociation de titres de participation ont aussi augmenté.

Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base dans les deux périodes, le revenu net s'est accru de 70 millions de dollars, ou de 32 %, comparativement au premier trimestre, grâce à une bonne croissance des revenus dans les autres secteurs, notamment les prises fermes de titres de participation, les fusions et acquisitions, et des commissions sur titres.

Au cours du trimestre, BMO Marchés des capitaux a conservé sa position de chef de file dans le secteur des services tarifés à haut rendement au Canada. Même si les volumes ont légèrement diminué par rapport aux trimestres comparables, les revenus tirés de nos services d'investissement ont fortement augmenté. Nous avons participé à 120 nouvelles émissions, soit 31 souscriptions de titres de créance d'entreprises, 7 émissions d'actions privilégiées, 66 transactions portant sur des actions ordinaires et 16 émissions de titres de créance d'administrations publiques, pour un total de 35,4 milliards de dollars. Nous avons également agi à titre de conseillers financiers pour plusieurs importantes opérations de fusion et acquisition.

Cibles de rendement

Compte tenu de l'importance des pertes de négociation subies durant l'exercice, il sera extrêmement difficile d'atteindre la plupart de nos cibles financières annuelles. Nous continuerons à suivre notre rendement par rapport à nos cibles annuelles, mais nous l'évaluerons aussi sur une base qui fait abstraction de l'incidence des pertes de négociation sur produits de base afin d'offrir un point de référence permettant de mesurer les progrès accomplis au chapitre de la croissance de nos secteurs d'activité et de la réalisation de nos objectifs stratégiques.

Cibles pour l'exercice 2007*

- Croissance du RPA de 5 % à 10 % par rapport au montant de base de 5,11 \$ (excluant les changements à la provision générale)
- RCP de 18 % à 20 %
- Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 400 millions de dollars ou moins

Nous prévoyons maintenant que les dotations à la provision spécifique totaliseront 300 millions ou moins pour l'exercice 2007, alors que notre estimation s'élevait à 325 millions à la fin du premier trimestre.

- Amélioration de notre ratio de productivité avant amortissement de 100 à 150 points de base

* Excluant la charge de restructuration

Résultats au 30 avril 2007*

- RPA de 2,13 \$, soit une baisse de 12 % par rapport au RPA de 2,42 \$ il y a un an
- RCP annualisé de 14,9 %
- Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 111 millions de dollars

- Détérioration du ratio de productivité avant amortissement de 473 points de base par rapport à la même période l'an dernier

* Excluant une charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts et 0,17 \$ par action)

Abstraction faite de l'incidence des pertes de négociation sur produits de base, toutes les cibles financières seraient en bonne voie d'être atteintes. La croissance du RPA serait de 14,5 %, le RCP s'élèverait à 19,4 % et le ratio de productivité avant amortissement se serait amélioré de 152 points de base.

Le tableau ci-dessous contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 23 mai 2007. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 30 avril 2007, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, qui est inclus dans le Rapport annuel 2006 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal ainsi que ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation (Diminution) c. T2-2006		Augmentation (Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation (Diminution) c. Cumul 2006	
Revenu selon les états financiers	2 528	55	2 %	462	22 %	4 594	(360)	(7 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic)	43	13	43 %	4	10 %	82	21	35 %
Revenu (bic) 1)	2 571	68	3 %	466	22 %	4 676	(339)	(7 %)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	59	(7)	(11 %)	7	13 %	111	(7)	(6 %)
Réduction de la provision générale	-	-	-	-	-	-	-	-
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	59	(7)	(11 %)	7	13 %	111	(7)	(6 %)
Frais autres que d'intérêts	1 614	54	3 %	76	4 %	3 152	12	-
Charge de restructuration	-	-	-	(135)	(100 %)	135	135	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	1 614	54	3 %	(59)	(4 %)	3 287	147	5 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	165	(12)	(6 %)	191	+100 %	139	(262)	(65 %)
Rajustement sur une base d'imposition comparable	43	13	43 %	4	10 %	82	21	35 %
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	208	1	1 %	195	+100 %	221	(241)	(52 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	-	-	38	-	-
Revenu net	671	20	3 %	323	93 %	1 019	(238)	(19 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	10	1	9 %	1	11 %	19	1	3 %
Revenu net avant amortissement 1)	681	21	3 %	324	90 %	1 038	(237)	(19 %)
Résultat de base par action (en dollars)	1,31	0,03	2 %	0,63	93 %	1,99	(0,48)	(19 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	1,29	0,04	3 %	0,62	93 %	1,96	(0,46)	(19 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,31	0,04	3 %	0,63	93 %	1,99	(0,47)	(19 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	18,3 %		(1,0 %)		9,1 %	13,7 %		(4,9 %)
RCP avant amortissement 1)	18,5 %		(1,1 %)		9,0 %	14,0 %		(4,8 %)
Ratio de productivité	63,8 %		0,7 %		(17,2 %)	71,5 %		8,1 %
Ratio de productivité (bic) 1)	62,8 %		0,5 %		(16,7 %)	70,3 %		7,7 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic) 1)	62,3 %		0,4 %		(16,6 %)	69,8 %		7,6 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,65 %		(0,13 %)		0,01 %	1,65 %		(0,17 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic) 1)	1,71 %		(0,11 %)		0,01 %	1,70 %		(0,17 %)
Taux d'imposition effectif	19,4 %		(1,5 %)		27,2 %	11,6 %		(12,0 %)
Taux d'imposition effectif (bic) 1)	23,2 %		(0,4 %)		19,9 %	17,3 %		(9,0 %)
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	351	62	22 %	30	10 %	672	88	15 %
PE – Canada	324	63	24 %	32	11 %	616	93	18 %
PE – États-Unis	27	(1)	(4 %)	(2)	(4 %)	56	(5)	(7 %)
Groupe Gestion privée	101	4	5 %	6	8 %	196	8	5 %
BMO Marchés des capitaux	199	(48)	(19 %)	217	+100 %	181	(288)	(62 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	20	2	1 %	70	+100 %	(30)	(46)	(+100 %)
BMO Groupe financier	671	20	3 %	323	93 %	1 019	(238)	(19 %)

1) Montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir plus haut la note 2 des Points saillants des résultats et, plus loin, la section Mesures non conformes aux PCGR qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances et des affaires administratives de BMO ont certifié l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, pour la période terminée le 30 avril 2007. Ils ont également certifié qu'ils sont responsables de la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO, 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO, et 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

En rapport avec l'examen effectué par BMO Groupe financier de ses pertes de négociation sur produits de base à la valeur de marché dans son portefeuille du gaz naturel, BMO a déterminé i) qu'une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché devrait être utilisée pour évaluer le portefeuille du gaz naturel et ii) que le processus de vérification indépendante des prix suivi par BMO n'a pas permis de déceler les écarts de prix. Ces facteurs, ainsi que les préoccupations concernant la fiabilité des prix obtenus du principal courtier de BMO en matière de produits de base et utilisés dans l'évaluation faite pour le premier trimestre, a entraîné le retraitement des états financiers précédemment publiés par BMO pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007, retraitement décrit à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 avril 2007.

À la lumière de ce qui précède, BMO a pris les mesures de redressement suivantes :

- suspension de deux de nos spécialistes en négociation sur produits de base; ces personnes ne travaillent plus pour BMO;
- changement de la structure hiérarchique à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux relativement au secteur des produits de base;
- suspension des relations d'affaires avec le principal courtier utilisé pour l'évaluation du premier trimestre;
- modification de notre processus de vérification indépendante des prix afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché nous permettant d'évaluer régulièrement notre portefeuille des produits de base à la valeur de marché;
- surveillance accrue de la part de la direction et réduction des limites de risque.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, il n'y a eu, à l'exception des mesures de redressement ci-dessus, aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2006 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2007 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 28 et 29 du Rapport annuel 2006 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2007 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités étaient des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières, y compris notre dotation à la provision pour pertes sur créances. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine croîtraient à un rythme modéré en 2007 et le taux d'inflation demeurerait bas. Nous avons également supposé que les taux

d'intérêt changeraient peu au Canada en 2007 mais qu'ils baisseraient aux États-Unis, et que le dollar canadien conserverait sa valeur par rapport au dollar américain. Le dollar canadien s'est renforcé par rapport au dollar américain, particulièrement vers la fin du deuxième trimestre, mais nous continuons à croire que nos autres hypothèses sont valides. Dans l'analyse de notre capacité à atteindre nos cibles pour 2007, nous avons continué à nous fier à ces hypothèses et aux prévisions énoncées dans la section Perspectives économiques ci-dessous. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Les hypothèses relatives au comportement des marchés du gaz naturel et du pétrole brut et aux conséquences de ce comportement sur les résultats de nos activités liées aux produits de base étaient des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos estimations du rendement futur du portefeuille de produits de base présenté dans le présent document. Selon certaines de nos principales hypothèses, les prix des produits de base et la volatilité implicite demeureraient stables et nos positions continueraient à être gérées en vue de réduire la taille et le niveau de risque du portefeuille.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Perspectives économiques

Nous continuons à prévoir que l'économie canadienne croîtra à un rythme modéré en 2007. Même si le faible niveau des taux d'intérêt et les prix élevés des produits de base soutiendront encore la demande intérieure, la vigueur du dollar canadien et la faiblesse de l'économie américaine continueront sans doute à désavantager les exportations. Le marché de l'habitation devrait rester actif grâce aux bas taux hypothécaires. Cependant, la hausse continue des prix des maisons dans l'Ouest canadien pourrait réduire l'abordabilité et freiner les ventes, ralentissant ainsi la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation. La croissance des dépenses de consommation et des prêts aux particuliers sera favorisée par la forte augmentation récente du nombre des emplois et par le faible taux de chômage. Nous prévoyons que les investissements des entreprises resteront élevés en raison de la vigueur des prix des produits de base et de la nécessité d'accroître la capacité de production, ce qui favorisera la croissance des prêts aux entreprises. Les taux d'intérêt canadiens devraient rester stables en 2007.

En 2006, pour une troisième année de suite, l'Alberta a mené l'expansion économique du pays, son taux de croissance ayant été deux fois plus élevé que la moyenne nationale et près de quatre fois supérieur à celui de l'Ontario. Nous nous attendons à ce que les provinces de l'Ouest réalisent encore la meilleure performance au Canada en 2007, grâce aux prix élevés des ressources et à l'exploitation des sables bitumineux. Inversement, les économies du centre et de l'est du Canada continueront sans doute à tourner au ralenti, car la vigueur renouvelée du dollar canadien restreindra l'activité manufacturière. Le dollar canadien s'est apprécié de 6 % par rapport à la devise américaine au cours des trois derniers mois et nous prévoyons qu'il restera fort au cours de l'année qui vient, grâce au niveau élevé des prix des produits de base.

Nous croyons encore que l'économie américaine croîtra à un rythme modéré en 2007. La correction des marchés de l'habitation dure plus longtemps que nous l'avions prévu et les prix des maisons baissent maintenant modérément. Cette situation continuera à freiner la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépenses de consommation demeurent élevées en raison de la croissance soutenue de l'emploi, mais elles risquent de diminuer si les prix des maisons continuent à baisser ou si les prix de l'essence poursuivent leur montée. Faisant preuve de prudence devant les perspectives économiques, les entreprises ont diminué leurs investissements. Cependant, l'assouplissement de la politique de la Réserve fédérale, prévu à l'automne, devrait favoriser la croissance des investissements et des emprunts des entreprises plus tard cette année. Nous prévoyons que l'économie du Midwest connaîtra une croissance modérée, car les

fabricants profiteront de la faiblesse du dollar américain et de la vigueur de la demande mondiale. La présente section contient des déclarations prospectives. Voir plus haut la section Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures qui ne sont pas conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau suivant rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

La direction déclare des montants rajustés pour tenir compte de l'incidence d'importantes pertes de négociation sur produits de base et de la réduction de la rémunération liée au rendement connexe aux premier et deuxième trimestres de 2007, ainsi que d'une charge de restructuration comptabilisée au premier trimestre. La charge de restructuration couvrirait des indemnités de départ liées à la suppression prévue d'environ 1 000 postes, essentiellement ceux d'employés qui n'ont pas de contact direct avec la clientèle, ainsi que d'autres coûts qui ne sont pas liés au personnel. Les montants et mesures déclarés sur une base qui exclut les éléments mentionnés ci-dessus sont considérés comme utiles car nous estimons qu'ils reflètent mieux l'évolution des résultats d'exploitation.

Les mesures du revenu net avant amortissement et du ratio de productivité avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi

dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Les Services bancaires aux entreprises de BMO aux États-Unis s'adressent principalement aux moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats de BMO Marchés des capitaux, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de

référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Nous fournissons, sur une base pro forma, des données complémentaires qui reflètent l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines aux Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2007	T1-2007	T2-2006	Cumul 2007	Cumul 2006
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 204	1 196	1 113	2 400	2 295
Revenu autre que d'intérêts	1 324	870	1 360	2 194	2 659
Revenu selon les états financiers b)	2 528	2 066	2 473	4 594	4 954
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	43	39	30	82	61
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 247	1 235	1 143	2 482	2 356
Revenu autre que d'intérêts	1 324	870	1 360	2 194	2 659
Revenu (bic) e) 1)	2 571	2 105	2 503	4 676	5 015
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers f)	165	(26)	177	139	401
Rajustement sur une base d'imposition comparable	43	39	30	82	61
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) g) 1)	208	13	207	221	462
Frais autres que d'intérêts h)	1 614	1 538	1 560	3 152	3 140
Charge de restructuration i)	-	135	-	135	-
Total des frais autres que d'intérêts j)	1 614	1 673	1 560	3 287	3 140
Amortissement des actifs incorporels	(13)	(11)	(12)	(24)	(23)
Frais avant amortissement k) 1)	1 601	1 662	1 548	3 263	3 117
Revenu net l)	671	348	651	1 019	1 257
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	10	9	9	19	18
Revenu net avant amortissement m) 1)	681	357	660	1 038	1 275
Dividendes sur actions privilégiées	(13)	(9)	(8)	(22)	(16)
Charge au titre du capital 1)	(379)	(385)	(350)	(764)	(703)
Profit économique net 1)	289	(37)	302	252	556
Ratio de productivité (%) ((j/b) x 100)	63,8	81,0	63,1	71,5	63,4
Ratio de productivité (bic) 1) (%) ((j/e) x 100)	62,8	79,5	62,3	70,3	62,6
Ratio de productivité avant amortissement (bic) 1) (%) ((k/e) x 100)	62,3	78,9	61,9	69,8	62,2
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif productif moyen) x 100)	1,65	1,64	1,78	1,65	1,82
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif productif moyen) x 100)	1,71	1,70	1,82	1,70	1,87
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,29	0,67	1,25	1,96	2,42
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,31	0,68	1,27	1,99	2,46
Taux d'imposition effectif (%) (f/revenu avant impôts sur les bénéfices)	19,4	(7,8)	20,9	11,6	23,7
Taux d'imposition effectif (bic) (%) 1) (g/revenu avant impôts sur les bénéfices)	23,2	3,30	23,6	17,3	26,3
Charge de restructuration i)	-	135	-	135	-
Impôts sur les bénéfices	-	47	-	47	-
Incidence nette de la restructuration n)	-	88	-	88	-
Pertes de négociation sur produits de base o)	171	509	-	680	-
Rémunération liée au rendement p)	(33)	(87)	-	(120)	-
Impôts sur les bénéfices connexes	48	185	-	233	-
Incidence nette des pertes de négociation sur produits de base q)	90	237	-	327	-
Incidence nette des pertes sur produits de base, de la charge de restructuration et des impôts sur les bénéfices (n+q) 1)	90	325	-	415	-
Mesures sur une base excluant l'incidence des pertes de négociation sur produits de base et de la charge de restructuration 1)					
Frais avant amortissement (k-i-p)	1 634	1 614	1 548	3 248	3 117
Revenu net (l+n+q)	761	673	651	1 434	1 257
Revenu net avant amortissement (m+n+q)	771	682	660	1 453	1 275
Ratio de productivité (bic) (%) ((j-i-p)/(e+o) x 100)	60,1	62,1	62,4	61,1	62,6
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%) ((k-i-p)/(e+o) x 100)	59,6	61,7	61,9	60,6	62,2
RPA (à partir du revenu net excluant l'incidence nette des pertes sur produits de base, de la charge de restructuration et des impôts sur les bénéfices)	1,47	1,30	1,25	2,77	2,42
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement excluant l'incidence nette des pertes sur produits de base, de la charge de restructuration et des impôts sur les bénéfices)	1,49	1,31	1,27	2,80	2,46
RCP (%) (à partir du revenu net excluant l'incidence nette des pertes sur produits de base, de la charge de restructuration et des impôts sur les bénéfices)	20,7	18,0	19,3	19,4	18,6

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

Le dollar canadien s'est apprécié de près de 6 % depuis la fin du premier trimestre, atteignant 1,11 \$ par dollar américain à la fin d'avril. Cependant, les taux de change moyens pour le trimestre et pour le premier semestre ont peu changé. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations de ces taux. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Les opérations de couverture ne visent cependant pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007		Cumul
	c. T2-2006	c. T1-2007	c. T2-2006
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,1444	1,1444	1,1532
Période précédente	1,1413	1,1617	1,1489
Revenu augmenté (diminué)	1	(7)	2
Frais diminués (augmentés)	(1)	6	(3)
Dotation à la provision pour pertes sur créances augmentée	-	-	-
Impôts sur les bénéfices diminués	-	2	-
Revenu net augmenté (diminué) avant gains sur opérations de couverture	-	(1)	(1)
Gains sur opérations de couverture	7	7	-
Impôts sur les bénéfices	(2)	(2)	-
Revenu net augmenté (diminué)	5	6	(1)

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net se chiffre à 289 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il s'établissait à 302 millions au deuxième trimestre de 2006 et à -37 millions au premier trimestre de 2007. La réduction est attribuable à la baisse du revenu net, en grande partie due aux pertes de négociation sur produits de base. Pour les six premiers mois de l'exercice, le profit économique net se chiffre à 252 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 556 millions pour les six premiers mois de 2006. La réduction est en grande partie due à la baisse du revenu net liée aux pertes de négociation et à la charge de restructuration, ainsi qu'à une hausse de la charge correspondant à l'augmentation de notre capital.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO se chiffre à 0,1 % pour le deuxième trimestre et à 11,3 % pour les 12 mois terminés le 30 avril 2007. Le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans qui a pris fin le 30 avril 2007 s'établit à 16,6 %, un résultat qui nous classe au quatrième rang des grandes banques et qui est supérieur au rendement total annuel de l'indice composé S&P/TSX pour la même période, qui est de 14,1 %.

Revenu net

À 671 millions de dollars, le revenu net selon les états financiers a augmenté de 20 millions de dollars par rapport à la même période l'an

dernier. Si on exclut l'incidence nette, au montant de 90 millions de dollars, des pertes de négociation sur produits de base, la hausse du revenu net atteint 110 millions de dollars ou 17 %. Le revenu net de PE – Canada s'est accru de 63 millions, grâce à une croissance marquée de ses revenus. Le revenu net de PE – États-Unis est demeuré sensiblement le même malgré la conjoncture économique et les conditions de marché difficiles. Le revenu net du groupe Gestion privée a augmenté de 4 millions de dollars. La croissance du revenu observée dans l'ensemble des secteurs a été partiellement neutralisée par la hausse des frais liés aux revenus et des investissements effectués pour soutenir la croissance. Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a reculé de 48 millions de dollars mais il a augmenté de 42 millions de dollars si on exclut les pertes de négociation sur produits de base. Plusieurs secteurs ont connu une solide croissance de leur revenu.

Le revenu net selon les états financiers a augmenté de 323 millions de dollars, ou de 93 %, par rapport au premier trimestre. Les pertes de négociation sur produits de base qui ont maintenant été comptabilisées dans le revenu net retraité du premier trimestre de 2007 comprennent des pertes sur produits de base de 203 millions de dollars (94 millions après impôts) liées à des périodes antérieures à l'exercice 2007. Les données des périodes antérieures à l'exercice 2007 n'ont pas été retraitées parce que les montants en cause n'étaient pas considérés comme ayant une incidence importante. Voir la note 2 des états financiers consolidés non vérifiés.

Abstraction faite de l'incidence nette des pertes sur produits de base aux premier et deuxième trimestres de 2007, et de la charge de restructuration comptabilisée au premier trimestre, le revenu net a augmenté de 88 millions de dollars ou de 13 % par rapport au premier trimestre. Le résultat du deuxième trimestre a bénéficié d'un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts), alors que le résultat du premier trimestre avait été réduit de 42 millions de dollars (27 millions après impôts) en raison de la comptabilisation de la rémunération à base d'actions attribuée aux employés admissibles à la retraite. Le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent, ce qui a réduit la croissance du revenu, des frais et du revenu net.

Si on exclut l'incidence des pertes sur produits de base et de la charge de restructuration, le revenu net a considérablement augmenté dans chacun des groupes d'exploitation, particulièrement dans le groupe BMO Marchés des capitaux, grâce à l'amélioration des résultats de plusieurs de ses secteurs d'activité. Le revenu net de PE – Canada a augmenté sous l'effet de la croissance des revenus des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes, croissance qui a toutefois été partiellement neutralisée par le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent et par un léger rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Les résultats du groupe au deuxième trimestre ont également bénéficié d'un gain sur assurances et d'un gain sur titres de placement. Les résultats de PE – États-Unis ont légèrement diminué, parce que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net s'établit à 1 019 millions de dollars, alors qu'il atteignait 1 257 millions pour la période comparable en 2006. Si on fait abstraction de l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base de 327 millions de dollars et de la charge de restructuration de 88 millions de dollars après impôts au premier semestre, le revenu net a augmenté de 177 millions ou de 14 %. Sur cette base, le revenu net de BMO Marchés des capitaux a progressé grâce à une meilleure performance de plusieurs de ses produits, malgré des revenus de négociation particulièrement élevés l'an dernier. PE – Canada et le groupe Gestion privée ont bénéficié de la croissance des volumes dans l'ensemble de leurs secteurs d'activité.

Le revenu net provenant de nos activités aux États-Unis totalise 9 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2007, alors que ces activités avaient généré un revenu net de 105 millions de

dollars américains il y a un an et une perte nette de 152 millions de dollars américains au premier trimestre. Pour le premier semestre, la perte nette de nos activités aux États-Unis totalise 143 millions de dollars américains, alors qu'elles avaient généré un revenu net de 217 millions de dollars américains et 20 % du revenu net de BMO pour la période comparable en 2006. Le recul par rapport à l'an dernier est attribuable aux pertes de négociation sur produits de base du deuxième trimestre. Les résultats de cette année tiennent compte des pertes de négociation dont l'effet a été enregistré principalement à l'égard de nos activités aux États-Unis, et de la part de la charge de restructuration comptabilisée dans les résultats de nos activités aux États-Unis au premier trimestre. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base et de la charge de restructuration, le revenu net de nos activités aux États-Unis s'établit à 99 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre, alors qu'il se chiffrait à 94 millions de dollars américains au premier trimestre et à 105 millions de dollars américains il y a un an. Sur cette base, le revenu net de nos activités aux États-Unis s'établit à 193 millions de dollars américains pour le premier semestre comparativement à 217 millions de dollars américains il y a un an.

Revenu

Tel que nous l'expliquons plus haut dans la section Mesures non conformes aux PCGR, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Au deuxième trimestre, le revenu total a augmenté à 68 millions de dollars, ou de 2,8 %, comparativement à la même période l'an dernier. Ce résultat reflète les pertes de négociation sur produits de base de 171 millions de dollars subies par BMO Marchés des capitaux. Si on fait abstraction de ces pertes, le revenu s'est accru de 239 millions de dollars ou de 9,6 %. Le revenu de PE – Canada a augmenté grâce à la hausse des revenus des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes. Les résultats du deuxième trimestre ont également bénéficié du gain sur assurances et du gain sur titres de placement. Le revenu de nos activités aux États-Unis a également augmenté, grâce à l'acquisition de la FNBT. Le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée ont eux aussi augmenté. Le revenu de BMO Marchés des capitaux a fortement augmenté, après rajustement pour tenir compte des pertes de

négociation sur produits de base, le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts ayant tous deux progressé.

Le revenu total a augmenté de 466 millions de dollars, ou de 22 %, par rapport au premier trimestre. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les pertes de négociation sur produits de base qui ont été inscrites en réduction du revenu du premier trimestre de 2007 comprennent des pertes sur produits de base de 203 millions de dollars visant des périodes antérieures à l'exercice 2007. Les données des périodes antérieures à l'exercice 2007 n'ont pas été retraitées parce que les montants en cause n'étaient pas considérés comme ayant une incidence importante. Voir la note 2 des états financiers consolidés non vérifiés.

Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base comptabilisées aux premier et deuxième trimestres de 2007, le revenu a augmenté de 128 millions de dollars ou de 4,9 % par rapport au premier trimestre. Le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent, ce qui a contribué à ralentir la croissance du revenu. Le revenu de PE – États-Unis a augmenté grâce à l'acquisition de la FNBT, celui de PE – Canada s'est accru principalement grâce au gain sur assurances, et celui du groupe Gestion privée a progressé grâce à la hausse des revenus des services de fiducie et de placement de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord et à des gains sur titres de placement. Le revenu de BMO Marchés des capitaux a fortement reculé, mais il a augmenté si on exclut l'incidence des pertes de négociation sur produits de base. Le revenu tiré des services d'investissement et des services bancaires aux grandes entreprises a considérablement augmenté. Le revenu total des Services d'entreprise a diminué en raison de l'incidence favorable, sur les résultats du premier trimestre, de gains évalués à la valeur de marché réalisés sur certains instruments dérivés de couverture de taux d'intérêt.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu total a diminué de 339 millions de dollars, ou de 6,7 %, par rapport à l'an dernier, mais il a augmenté de 341 millions de dollars ou de 6,8 % si on exclut les pertes de négociation sur produits de base. Sur cette base, le revenu de PE – Canada, du groupe Gestion privée et de BMO Marché des capitaux a augmenté, grâce à la croissance généralisée des volumes.

Marge nette d'intérêts (bic) *

(en points de base)	T2-2007	Augmentation (Diminution) c. T2-2006	Augmentation (Diminution) c. T1-2007	Cumul 2007	Augmentation (Diminution) c. cumul 2006
PE – Canada	264	2	(3)	265	1
PE – États-Unis	338	(37)	(2)	339	(34)
Services bancaires Particuliers et entreprises	277	(3)	(1)	278	(4)
Groupe Gestion privée	1 025	19	50	1 000	3
BMO Marchés des capitaux	67	8	5	64	-
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
BMO Groupe financier	171	(11)	1	170	(17)
Total des services de détail au Canada**	303	6	1	303	4

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations.

** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE – Canada et du groupe Gestion privée.
n.s. – non significatif

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts s'est accru de 104 millions de dollars, ou de 9,1 %, comparativement à l'an dernier, grâce à la croissance des volumes des groupes d'exploitation. L'actif productif moyen a augmenté de 42 milliards de dollars ou de 16 %, en raison, surtout de la progression des actifs des services bancaires aux grandes entreprises et des produits de négociation de BMO Marchés des capitaux, dont l'actif productif moyen a augmenté de 36 milliards de dollars. Les actifs de PE – Canada ont augmenté grâce à la croissance des prêts et ceux de PE – États-Unis se sont accrues en raison de la croissance des prêts et des acquisitions. Le

revenu net d'intérêts de BMO Marchés des capitaux et celui du groupe Gestion privée ont fortement progressé, tandis que celui de PE – Canada augmentait modérément.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net d'intérêts s'est accru de 12 millions de dollars ou de 0,9 % malgré le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le précédent. Encore une fois, l'augmentation de 10 milliards de dollars de l'actif productif moyen est surtout attribuable à la hausse des actifs des produits de négociation et des services bancaires aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net d'intérêts a progressé de 126 millions de dollars, ou de 5,4 %, grâce à la croissance des volumes, et particulièrement à la hausse des actifs des services bancaires aux grandes entreprises. L'actif productif moyen a augmenté de 39 millions de dollars, ou de 15 %, encore une fois en raison de la croissance des actifs de BMO Marchés des capitaux.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO pour le deuxième trimestre de 2007 se chiffre à 1,71 %, soit 11 points de base de moins qu'au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les marges nettes d'intérêts de PE – Canada, du groupe Gestion privée et de BMO Marchés des capitaux ont augmenté. Celle de PE – États-Unis s'est rétrécie, poursuivant la tendance du premier trimestre. Le rétrécissement de la marge globale de BMO reflète la croissance notable des actifs des services bancaires aux grandes entreprises et des produits de négociation de BMO Marchés des capitaux, dont les marges nettes d'intérêts sont inférieures à celles des actifs des services bancaires aux particuliers et aux entreprises. L'accent mis par PE – Canada sur la croissance des volumes des produits à marge plus élevée et fortement liés aux relations avec les clients a été neutralisé par les effets des pressions de la concurrence. La marge nette d'intérêts de PE – États-Unis a subi les répercussions de l'évolution des préférences des clients vers les prêts et dépôts à plus faible marge. La variation de la marge nette d'intérêts sur un an continue à refléter légèrement une croissance des prêts supérieure à celle des dépôts.

Par rapport au premier trimestre, la marge nette d'intérêts s'est accrue de 1 point de base. Celles de PE – Canada et de PE – États-Unis se sont légèrement rétrécies, tandis que celles du groupe Gestion privée et de BMO Marchés des capitaux se sont élargies. L'élargissement de la marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux est dû en partie à la hausse des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux. Les marges des secteurs des Services bancaires PE devraient demeurer stables.

Pour les six premiers mois de l'exercice, la marge nette d'intérêts globale de BMO a perdu 17 points de base à 1,70 %. Ce recul est attribuable à la croissance substantielle des actifs à faible marge de BMO Marchés des capitaux où l'actif productif moyen a augmenté de 34 milliards, ou de 28 %, tandis que la marge nette d'intérêts de PE – Canada restait stable.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts se chiffre à 1 324 millions de dollars, soit une baisse de 36 millions par rapport à la même période l'an dernier, attribuable à l'élément revenu autre que d'intérêts des pertes de négociation sur produits de base, de 163 millions. Dans la plupart des autres catégories, les revenus ont augmenté. Plus particulièrement, les revenus de titrisation ont augmenté de 79 millions de dollars, tandis que ceux des services de cartes diminuaient de 24 millions. La baisse des revenus des services de cartes s'explique par la titrisation de prêts sur cartes de crédit au quatrième trimestre de 2006, qui a fait en sorte que les revenus des services de cartes ont ultérieurement été constatés dans les revenus de titrisation. Les gains nets sur titres de placement ont aussi augmenté de 18 millions de dollars, tandis que les revenus tirés de la prise ferme de titres de participation et des services de fusion et acquisition ainsi que les commissions sur prêts augmentaient eux aussi.

Par rapport au premier trimestre, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 454 millions de dollars, ou de 108 millions, si on exclut l'élément revenu autre que d'intérêts des pertes de négociation sur produits de base des deux périodes. Les commissions sur titres, les commissions de prise ferme de titres de participation et les revenus des services de fusion et acquisition ont augmenté.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 465 millions de dollars, ou de 18 %, mais il a augmenté de 207 millions ou de 7,8 % si on exclut l'élément revenu autre que d'intérêts des pertes de négociation sur produits de base. En revanche, les revenus de titrisation, les commissions sur prêts et les commissions sur titres ont considérablement progressé, de même que les commissions de prise ferme de titres de participation et les revenus des services de fusion et acquisition. Les gains nets sur titres de placement ont progressé de 44 millions de dollars.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 54 millions de dollars, ou de 3,5 %, par rapport à l'an dernier et s'élèvent à 1 614 millions de dollars. Les coûts liés aux salaires ont augmenté en raison, notamment, de l'ajout, au cours de la deuxième moitié de 2006, de personnel de première ligne affecté à la vente et au service. Les frais informatiques et de communication ont également augmenté. La rémunération liée au rendement a légèrement diminué en raison, surtout, de la réduction de 33 millions de dollars associée aux pertes de négociation sur produits de base. L'augmentation des frais au sein de PE – États-Unis est attribuable à la FNBT. Les frais du groupe Gestion privée ont augmenté principalement en raison de la hausse des frais liés aux revenus et de la poursuite des investissements dans la force de vente, les nouveaux produits, la technologie et l'infrastructure afin de stimuler la croissance du revenu. Les frais de BMO Marchés des capitaux ont diminué compte tenu de la réduction de la rémunération liée au rendement.

Le ratio de productivité de BMO s'établit à 62,8 % pour le trimestre, alors qu'il était de 62,3 % il y a un an et de 79,5 % au premier trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement se chiffre à 62,3 %, soit une détérioration de 40 points de base par rapport à la même période l'an dernier, mais une amélioration de près de 1 700 points de base par rapport au premier trimestre, en raison des pertes de négociation sur produits de base et de la charge de restructuration.

Par rapport au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 59 millions de dollars, ou de 3,5 %. Une augmentation de 35 millions de dollars des coûts de la rémunération liée au rendement a été comptabilisée au deuxième trimestre, tandis qu'une charge de restructuration de 135 millions de dollars a été comptabilisée au premier trimestre. Les résultats du premier trimestre comprenaient également des frais de 42 millions de dollars liés à la rémunération à base d'actions attribuée aux employés admissibles à la retraite.

Pour les six premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 147 millions de dollars ou de 4,7 %. L'augmentation est attribuable à la charge de restructuration et à la hausse des salaires due à l'ajout de personnel de première ligne affecté à la vente et au service au cours de la deuxième moitié de 2006. Les frais informatiques et de communication ont augmenté tandis que la rémunération liée au rendement diminuait de 91 millions de dollars.

Si on exclut les pertes de négociation sur produits de base, la rémunération liée au rendement connexe et la charge de restructuration, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 59,6 % au deuxième trimestre, comparativement à 61,7 % au premier trimestre et à 61,9 % à la même période l'an dernier. Sur la même base, le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 60,6 % pour le premier semestre et à 62,2 % pour la période comparable de 2006.

Gestion des risques

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'établit à 59 millions de dollars, alors qu'elle s'élevait à 66 millions il y a un an et à 52 millions au premier trimestre. Les dotations à la provision spécifique représentent 12 points de base du solde net des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, empruntés ou achetés, soit un résultat généralement similaire à ceux de la même période l'an dernier et du premier trimestre, mais nettement en dessous de la moyenne de 23 points de base des cinq derniers exercices.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 131 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 18 millions par rapport au premier trimestre mais une baisse de 42 millions comparativement à la même période l'an dernier. La situation des nouveaux prêts douteux est conforme aux attentes à ce stade du cycle économique. Au cours du trimestre, les ventes de prêts ont totalisé 17 millions de dollars, donnant lieu à des reprises et recouvrements de 5 millions, alors que les ventes de prêts avaient atteint 39 millions l'an dernier et les reprises et recouvrements connexes, 18 millions. Il n'y a pas eu de vente de prêts douteux au premier trimestre de 2007.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux a diminué par rapport au premier trimestre et il demeure à un niveau historiquement bas. Les facteurs qui ont contribué aux variations sont indiqués dans le tableau y afférent.

La provision totale pour pertes sur créances, qui se chiffrait à 1 059 millions de dollars à la fin du trimestre, était constituée d'une provision spécifique de 158 millions et d'une provision générale de 901 millions. Il n'y a pas eu de changement important dans la provision spécifique par rapport au premier trimestre ou à la même période l'an dernier. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille de prêts qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Elle fait l'objet d'évaluations trimestrielles et a été réduite de 21 millions de dollars depuis la fin du trimestre précédent, en raison de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain. Nous considérons que la provision totale pour pertes sur créances couvre entièrement les pertes de valeur du portefeuille de prêts de BMO.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension, empruntés ou achetés, représentaient 81,2 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, comparativement à 82,2 % à la fin du premier trimestre et à 85,1 % il y a un an. Ces reculs sont dus à la plus forte croissance des prêts aux grandes entreprises. Comme nous l'avons signalé au cours de l'exercice 2005, les prêts garantis représentent environ 90 % du portefeuille de prêts à la consommation, y compris les cartes de crédit et les prêts hypothécaires à l'habitation. Si on exclut les cartes de crédit et les prêts hypothécaires à l'habitation, le portefeuille de prêts à la consommation est constitué à environ 80 % de prêts garantis.

Nous prévoyons que les conditions du crédit demeureront relativement stables dans la seconde moitié de l'exercice 2007 et que les

pertes pourraient être plus élevées qu'au cours de la première moitié, en raison de la faiblesse prolongée des secteurs industriel et manufacturier. Ces secteurs sont les plus touchés par le coût élevé des intrants, la vigueur du dollar canadien et le récent ralentissement de l'économie américaine. Les signes de détérioration du crédit tendent à accuser un certain décalage par rapport au ralentissement de l'économie. Nous prévoyons donc une hausse potentielle des nouvelles dotations à la provision spécifique au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2007, ainsi qu'une diminution des reprises et recouvrements par rapport à 2006, le solde brut des prêts douteux demeurant peu élevé.

En nous fondant sur les bons résultats obtenus depuis le début de l'exercice, nous prévoyons maintenant que les dotations à la provision spécifique pour l'exercice 2007 totaliseront 300 millions de dollars ou moins, alors que la cible que nous avons établie au début de l'exercice était de 400 millions de dollars ou moins et que l'estimation que nous avions faite à la fin du premier trimestre était de 325 millions ou moins.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 69 à 72 de son Rapport annuel 2006. Le risque lié à la valeur de marché à l'égard des activités de négociation et de prise ferme et la volatilité du revenu net ont reculé sur une base trimestrielle. Dans toutes les principales catégories d'actifs, les niveaux de risque demeurent en deçà des limites établies, y compris dans le secteur des produits de base après rajustement des données d'évaluation. L'équipe du Risque de marché continue à travailler avec ce secteur afin de réduire la taille du portefeuille de négociation sur produits de base. Les positions ont été abaissées d'environ un tiers par rapport à leur sommet. La nouvelle équipe de direction du secteur des produits de base poursuit ses efforts en vue de réduire encore davantage la taille et les risques de ce portefeuille. Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Il n'y a pas eu de changement important aux pratiques de gestion du risque de marché et du risque de liquidité et de financement durant le trimestre, sauf en ce qui a trait aux activités sur produits de base. Dans ce secteur, nous avons modifié notre processus de vérification indépendante des prix afin d'y intégrer une méthode plus appropriée d'évaluation continue de notre portefeuille des produits de base, et réduit les limites de risque pour le portefeuille.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2007	T1-2007	T2-2006	Cumul 2007	Cumul 2006
Nouvelles dotations à la provision spécifique	93	86	116	179	205
Reprises sur provisions établies précédemment	(13)	(12)	(15)	(25)	(32)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(21)	(22)	(35)	(43)	(55)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	59	52	66	111	118
Réduction de la provision générale	-	-	-	-	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	59	52	66	111	118
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,12 %	0,10 %	0,14 %	0,11 %	0,13 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,12 %	0,10 %	0,14 %	0,11 %	0,13 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2007	T1-2007	T2-2006	Cumul 2007	Cumul 2006
SBPAD au début de la période	748	666	745	666	804
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	131	113	173	244	251
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	(107)	43	(56)	(64)	(122)
Radiations	(84)	(74)	(91)	(158)	(162)
SBPAD à la fin de la période	688	748	771	688	771
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,34 %	0,36 %	0,41 %	0,34 %	0,41 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	3,86 %	4,19 %	4,58 %	3,86 %	4,58 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T2 07 : 72 millions, T1 07 : 68 millions et T2 06 : 72 millions).

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006
Risque lié à la valeur de marché	(25,5)	(33,3)	(23,4)	(12,4)	(19,3)	(17,5)
Éléments du portefeuille structurel	(304,2)	(287,6)	(267,0)	(26,3)	(25,4)	(24,1)
BMO Groupe financier	(329,7)	(320,9)	(290,4)	(38,7)	(44,7)	(41,6)

* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Les mesures au 31 janvier 2007 n'ont pas été recalculées pour le retraitement des pertes de négociation du premier trimestre.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007				Au 31 janvier 2007		Au 31 octobre 2006	
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre			
Risque lié aux produits de base	(3,4)	(7,5)	(12,7)	(3,4)	(16,8)	(8,4)	(8,4)	(8,4)
Risque lié aux actions	(9,5)	(10,6)	(17,6)	(7,0)	(8,6)	(9,8)	(9,8)	(9,8)
Risque lié au change	(0,3)	(0,9)	(2,2)	(0,3)	(1,0)	(3,3)	(3,3)	(3,3)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(7,2)	(8,0)	(14,3)	(5,1)	(7,6)	(7,1)	(7,1)	(7,1)
Corrélation	8,0	8,9	12,0	4,3	11,1	10,4	10,4	10,4
Risque global	(12,4)	(18,1)	(25,7)	(12,4)	(22,9)	(18,2)	(18,2)	(18,2)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(22,2)	(23,0)	(24,8)	(21,2)	(24,7)	(12,0)	(12,0)	(12,0)
Risque lié à l'émetteur	(4,7)	(4,9)	(6,5)	(3,2)	(3,6)	(5,8)	(5,8)	(5,8)
Risque total lié à la valeur de marché	(39,3)	(46,0)	(50,7)	(39,3)	(51,2)	(36,0)	(36,0)	(36,0)

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Les mesures au 31 janvier 2007 n'ont pas été recalculées pour le retraitement des pertes de négociation du premier trimestre.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006
Hausse de 100 points de base	(286,5)	(268,3)	(237,4)	(16,3)	(5,2)	10,9
Baisse de 100 points de base	226,0	208,0	181,6	8,1	0,6	(10,5)
Hausse de 200 points de base	(605,6)	(570,5)	(508,0)	(46,5)	(25,8)	12,1
Baisse de 200 points de base	405,7	368,4	318,3	34,9	18,7	(4,1)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section Mesures non conformes aux PCGR, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins du présent Rapport de gestion et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices a été augmentée de 1 million de dollars par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 195 millions depuis le premier trimestre, et elle se chiffre à 208 millions. Le taux d'imposition effectif s'établit à 23,2 % pour le trimestre, alors qu'il s'élevait à 23,6 % au deuxième trimestre de l'an dernier et à 3,3 % au premier trimestre. Pour le premier semestre, le taux effectif s'établit à 17,3 %, comparativement à 26,3 % pour la même période l'an dernier. Les pertes de négociation du deuxième trimestre étant liées à nos activités aux États-Unis, elles sont recouvrables à un taux d'imposition relativement plus élevé. La hausse du niveau des pertes de négociation du premier trimestre a eu comme effet de réduire sensiblement le taux d'imposition effectif. Si on fait abstraction des pertes de négociation et de la charge de restructuration comptabilisée au premier trimestre, le taux d'imposition effectif s'établit à 24,8 % pour le deuxième trimestre, à 26,1 % pour le premier trimestre et à 25,4 % pour le premier semestre. Nous continuons à prévoir un taux d'imposition normal se situant dans une fourchette de 25 % à 28 % en 2007. Notre taux d'imposition effectif pour l'exercice sera probablement plus bas que le taux normal, en grande partie grâce au taux peu élevé des deux premiers trimestres.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices affecté aux capitaux propres de 207 millions de dollars pour le trimestre et une charge d'impôts sur les bénéfices de 43 millions pour les six premiers mois de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006	T2-2006	T1-2006	T4-2005	T3-2005
Revenu total (bic)	2 571	2 105	2 494	2 603	2 503	2 512	2 650	2 441
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	59	52	51	42	66	52	57	73
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	-	(35)	-	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	1 614	1 538	1 613	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569
Charge de restructuration	-	135	-	-	-	-	-	-
Total des frais autres que d'intérêts	1 614	1 673	1 613	1 600	1 560	1 580	1 626	1 569
Revenu net	671	348	696	710	651	606	664	547
Résultat de base par actions (en dollars)	1,31	0,68	1,37	1,41	1,28	1,19	1,31	1,08
Résultat dilué par action (en dollars)	1,29	0,67	1,35	1,38	1,25	1,17	1,28	1,07
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,71	1,70	1,83	1,89	1,82	1,91	1,95	1,96
Taux d'imposition effectif (bic) (%)	23,23	3,30	17,43	24,07	23,62	28,99	29,75	29,61
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,14	1,16	1,12	1,12	1,14	1,16	1,18	1,24
Revenu net :								
PE - Canada	324	292	272	347	261	262	274	279
PE - États-Unis	27	29	24	30	28	33	32	31
Services bancaires Particuliers et entreprises	351	321	296	377	289	295	306	310
Groupe Gestion privée	101	95	84	83	97	91	106	61
BMO Marchés des capitaux	199	(18)	188	203	247	222	226	185
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	20	(50)	128	47	18	(2)	26	(9)
BMO Groupe financier	671	348	696	710	651	606	664	547

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO ont été présentées en détail aux pages 75 et 76 du Rapport annuel 2006. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats du troisième trimestre de 2005 au deuxième trimestre de 2007.

Les résultats en 2007 ont subi le contrecoup des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions de dollars (237 millions après

impôts et 0,46 \$ par action) au premier trimestre et de 171 millions (90 millions après impôts et 0,18 \$ par action) au deuxième trimestre. La rémunération liée au rendement a été réduite dans les deux périodes. Les résultats du premier trimestre de 2007 comprenaient une charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts et 0,17 \$ par action) qui a été comptabilisée dans les résultats des Services d'entreprise. Après avoir faibli au premier trimestre, le dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain au cours du deuxième trimestre, poursuivant la tendance générale des trois dernières années.

Un dollar américain fort a un effet favorable sur la valeur de conversion des résultats de BMO. Les revenus de négociation de BMO Marchés des capitaux ont été particulièrement élevés au cours des premier et deuxième trimestres de 2006, en grande partie grâce aux revenus de négociation sur produits de base. PE – Canada et le groupe Gestion privée ont continué à bénéficier de la croissance des volumes au cours du trimestre, tandis que la marge nette d'intérêts de PE – Canada est demeurée relativement ferme au cours de l'exercice 2007. Le rétrécissement de la marge nette d'intérêts de BMO au premier trimestre de 2007 était en grande partie attribuable à la forte croissance de l'actif de BMO Marchés des capitaux, dont la marge nette d'intérêts est moins élevée que celles des autres groupes, et à la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Le taux d'imposition effectif a été réduit par l'incidence des pertes de négociation sur produits de base au cours de ce trimestre, alors que le taux effectif avait été exceptionnellement bas au quatrième trimestre de 2006.

Bilan

L'actif total se chiffre à 356,5 milliards de dollars, soit une hausse de 36,5 milliards depuis le 31 octobre 2006. La hausse résulte principalement de la croissance des valeurs mobilières (15,2 milliards), des prêts (9,9 milliards), des acceptations (2,3 milliards) et des instruments financiers dérivés (8,3 milliards).

La hausse de 15,2 milliards de dollars des valeurs mobilières s'explique par la progression des titres de négociation de BMO Marchés des capitaux, en accord avec la stratégie de ce groupe qui vise à développer ses activités de négociation et à accroître ses revenus, et l'augmentation des titres disponibles à la vente.

La progression de 9,9 milliards de dollars du solde net des prêts inclut la hausse de 4,9 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et la progression de 1,4 milliard de dollars des prêts aux particuliers, résultat de la croissance normale des affaires. Les titres pris en pension, empruntés ou achetés, ont augmenté de 3,6 milliards de dollars, en raison de l'accroissement de la demande des clients et de l'intensification des activités de négociation.

La hausse de 8,3 milliards de dollars des actifs financiers dérivés est liée principalement à la croissance des contrats sur produits de base (6,9 milliards) et des contrats de change (1,6 milliard). Le passif et les capitaux propres ont progressé de 36,5 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2006. Cette progression reflète essentiellement la croissance des dépôts (17,8 milliards), des titres vendus à découvert (9,3 milliards), des passifs financiers dérivés (8,7 milliards) et des acceptations (2,3 milliards). Il y a eu diminution des titres mis en pension, prêtés ou vendus (0,9 milliard) et réduction de la dette subordonnée (0,3 milliard) due à l'arrivée à échéance des billets à 7,80 % d'une valeur de 300 millions de dollars américains. La progression des passifs financiers dérivés s'explique principalement par l'augmentation des contrats sur produits de base (6,5 milliards) et des contrats de change (1,7 milliard), et correspond à la croissance des actifs connexes. Les dépôts des banques, qui représentent 13 % du total des dépôts, ont augmenté de 1,6 milliard de dollars et ont servi à financer la croissance des valeurs mobilières. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 52 % du total des dépôts, ont progressé de 13,7 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des valeurs mobilières et des prêts. Les dépôts des particuliers, qui constituent le reste des dépôts, soit 35 % du total, ont augmenté de 2,5 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts. L'augmentation des titres vendus à découvert a servi à financer les activités de négociation.

Le tableau 24, à la page 89 du Rapport annuel 2006 de BMO, présente les obligations contractuelles selon l'échéance. Il n'y a pas eu de changement important dans les obligations contractuelles qui ne soit pas dans le cours normal des activités.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,67 %, alors qu'il était de 9,76 % à la fin du premier trimestre et de 10,20 % il y a un an. Les pertes de négociation sur produits de base ont réduit ce ratio d'un faible 19 points de base. Le ratio demeure solide et est nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 11,03 %, alors qu'il s'élevait à 11,20 % à la fin du premier trimestre et à 11,76 % il y a un an.

Les reculs des ratios du capital de première catégorie et du capital total par rapport au premier trimestre sont principalement attribuables à la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques. Cette croissance résulte principalement d'une augmentation des prêts de PE – Canada et de BMO Marchés des capitaux, partiellement neutralisée par une baisse des actifs pondérés en fonction des risques de marché.

Sur douze mois, la baisse des ratios du capital de première catégorie et du capital total découle principalement d'une hausse de l'actif pondéré en fonction des risques, résultat de l'augmentation des prêts et engagements contractés par les grandes entreprises. En outre, il y a eu augmentation des actifs pondérés en fonction des risques de marché de BMO Marchés des capitaux et du solde des prêts de PE – Canada, ainsi qu'une hausse de la déduction pour écarts d'acquisition à la suite de l'acquisition de la First National Bank & Trust. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'émission de 350 millions de dollars d'actions privilégiées au premier trimestre et par l'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 2 210 500 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, au prix moyen de 70,75 \$ l'action, pour une somme totale de 156 millions de dollars. Nous avons racheté 3 871 200 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat, présentée dans le cours normal de nos activités, qui est présentement en vigueur et qui arrive à échéance le 5 septembre 2007. En vertu de cette offre, BMO peut racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, soit environ 3 % des actions en circulation de BMO. Notre programme de rachat d'actions vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et la conversion d'actions convertibles.

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 1^{er} janvier 2006, y compris les dividendes versés aux premier et deuxième trimestres de 2007 de BMO, comme « dividendes admissibles ». De la même façon, BMO désigne tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite sur les actions ordinaires et privilégiées de BMO comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 16 mai 2007	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	499 832 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200,000 \$
Série 13	350,000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 4	200,000 \$
Série 6	250,000 \$
Série 10	396,000 \$
Options d'achat d'actions	
- droits acquis	19 139 000
- droits non acquis	3 350 000

Les notes 20 et 21 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 118 et 119 du Rapport annuel 2006, ainsi que le tableau de la page 59 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2006, traitent en détail du capital-actions.

Cote de crédit

Le 17 mai 2007, l'agence de notation Standard & Poor's a mis les cotes qu'elle a attribuées à la Banque de Montréal (BMO) et ses filiales, y compris la cote actuelle de AA- attribuée sur les créances prioritaires, sous surveillance avec implication négative. S&P a l'intention de soumettre nos opérations de négociation et notre gestion du risque de négociation à un examen. Au cours du trimestre, notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, a été haussée de Aa3 à Aa1, avec une perspective stable, en raison d'un changement dans la méthode de Moody's. Les deux cotes de crédit ne sont attribuées qu'à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et d'autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement seulement à nos clients privilégiés.

La note 26 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 128 du Rapport annuel 2006, traite des prêts à taux réduit. Aucune somme n'a été avancée en vertu d'un prêt à taux réduit au cours de l'exercice 2007, à l'exception des prêts hypothécaires liés à des mutations de personnel effectuées à notre demande.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits aux pages 60 et 61 de notre Rapport annuel 2006. Il n'y a pas eu de changement important à ces arrangements hors bilan au cours des trois mois terminés le 30 avril 2007.

Conventions comptables et estimations comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2006 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. La note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 avril 2007 décrit les modifications apportées à nos conventions comptables.

Le Rapport annuel 2006 contient, aux pages 62 à 64, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modifications des conventions comptables

Instruments financiers, couvertures et résultat étendu

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) concernant les valeurs mobilières, les instruments dérivés de couverture et certains autres instruments financiers. En vertu de ces règles, nous devons évaluer certains titres et instruments dérivés de couverture à leur juste valeur et présenter une nouvelle section des capitaux propres appelée autres éléments du résultat étendu, afin de faire état des gains ou pertes non réalisés relatifs à certains titres disponibles à la vente, aux couvertures de flux de trésorerie et aux gains ou pertes de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

Certains de nos titres de placement (appelés titres disponibles à la vente) sont comptabilisés à leur juste valeur en vertu des nouvelles règles; cependant, les exigences concernant la comptabilisation des gains ou des pertes dans le revenu net sont inchangées. Les gains ou pertes non réalisés sont reportés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les titres soient vendus ou qu'une moins-value durable soit constatée. Ce n'est qu'à ce moment que le gain ou la perte est comptabilisé dans le revenu net. Les titres dont la vente est soumise à des restrictions ou qui ne sont pas négociés dans un marché actif sont également inclus dans les titres disponibles à la vente, mais ils continuent à être comptabilisés au prix coûtant.

Tous nos instruments dérivés de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur en vertu des nouvelles règles, mais les variations de la juste valeur n'influent sur le revenu net que dans la mesure où elles ne neutralisent pas parfaitement les variations de la juste valeur de l'élément que nous couvrons (l'inefficacité de la couverture). Toute inefficacité d'une couverture doit être comptabilisée dans le revenu net. Nos programmes de couverture sont conçus pour que les couvertures correspondent exactement aux éléments que nous couvrons et, par conséquent, nous ne pensons pas qu'une inefficacité représentant une somme importante puisse se produire.

Les gains et pertes non réalisés sur titres de participation inclus dans les autres éléments du résultat étendu sont maintenant inclus dans nos ratios du capital de première catégorie et du capital total. L'incidence était non significative au 30 avril 2007 et au 31 janvier 2007. Les gains ou pertes de change relatifs au montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger, qui étaient également comptabilisés dans les capitaux propres au cours des périodes antérieures, continuent à être inclus dans le calcul de nos ratios de capital.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est inclus dans les capitaux propres aux fins du calcul du rendement des capitaux propres, ce qui entraîne une augmentation négligeable du rendement.

Pour plus de détails sur les modifications des conventions comptables et leurs incidences, voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2007

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007					Cumul 2007				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic)	926	153	255	(87)	1 247	1 872	304	487	(181)	2 482
Revenu autre que d'intérêts	519	365	395	45	1 324	967	720	370	137	2 194
Revenu total (bic)	1 445	518	650	(42)	2 571	2 839	1 024	857	(44)	4 676
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	90	-	19	(50)	59	179	1	39	(108)	111
Frais autres que d'intérêts	838	359	395	22	1 614	1 662	718	723	49	3 152
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-	135	135
Total des frais autres que d'intérêts	838	359	395	22	1 614	1 662	718	723	184	3 287
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	517	159	236	(14)	898	998	305	95	(120)	1 278
Impôts sur les bénéfices (bic)	166	58	37	(53)	208	326	109	(86)	(128)	221
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	38	38
Revenu net - T2 2007	351	101	199	20	671	672	196	181	(30)	1 019
Revenu net - T1 2007	321	95	(18)	(50)	348					
Revenu net - T2 2006	289	97	247	18	651	584	188	469	16	1 257
Autres statistiques										
Profit économique net	185	73	65	(34)	289	341	137	(91)	(135)	252
Rendement des capitaux propres	22,3 %	36,1 %	15,9 %	n.s.	18,3 %	21,1 %	34,4 %	6,7 %	n.s.	13,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	22,9 %	36,5 %	15,9 %	n.s.	18,5 %	21,7 %	34,8 %	6,8 %	n.s.	14,0 %
Ratio de productivité (bic)	58,0 %	69,3 %	60,6 %	n.s.	62,8 %	58,6 %	70,1 %	84,2 %	n.s.	70,3 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	57,3 %	69,0 %	60,5 %	n.s.	62,3 %	57,8 %	69,8 %	84,1 %	n.s.	69,8 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,77 %	10,25 %	0,67 %	n.s.	1,71 %	2,78 %	10,00 %	0,64 %	n.s.	1,70 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 296	1 142	4 913	n.s.	14 772	6 244	1 135	4 909	n.s.	14 694
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	137,0	6,2	156,7	(1,0)	298,9	135,9	6,1	152,9	(1,0)	293,9
Effectif - équivalent de durée normale	19 881	4 308	2 239	9 176	35 604					

n.s. - non significatif

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de nos groupes et secteurs d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2007.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision

pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	926	39	4 %	(20)	(2 %)	1 872	74	4 %
Revenu autre que d'intérêts	519	82	19 %	71	16 %	967	120	14 %
Revenu total (bic)	1 445	121	9 %	51	4 %	2 839	194	7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	90	4	5 %	1	1 %	179	7	4 %
Frais autres que d'intérêts	838	40	5 %	14	2 %	1 662	79	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	517	77	18 %	36	8 %	998	108	12 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	166	15	10 %	6	3 %	326	20	6 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	351	62	22 %	30	10 %	672	88	15 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	2	18 %	1	12 %	17	2	10 %
Revenu net avant amortissement	360	64	22 %	31	10 %	689	90	15 %
Rendement des capitaux propres	22,3 %		3,0 %		2,3 %	21,1 %		1,9 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	22,9 %		3,1 %		2,4 %	21,7 %		2,0 %
Ratio de productivité (bic)	58,0 %		(2,3 %)		(1,1 %)	58,6 %		(1,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	57,3 %		(2,3 %)		(1,1 %)	57,8 %		(1,4 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,77 %		(0,03 %)		(0,01 %)	2,78 %		(0,04 %)
Actif productif moyen	137 045	7 061	5 %	2,213	2 %	135 920	7 191	6 %

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	735	35	5 %	(25)	(3 %)	1 495	69	5 %
Revenu autre que d'intérêts	474	77	20 %	68	17 %	880	113	15 %
revenu total (bic)	1 209	112	10 %	43	4 %	2 375	182	8 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	81	2	3 %	1	-	161	4	3 %
Frais autres que d'intérêts	655	31	5 %	6	1 %	1 304	56	4 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	473	79	20 %	36	8 %	910	122	16 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	149	16	14 %	4	4 %	294	29	11 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	324	63	24 %	32	11 %	616	93	18 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	3	-	-	1	6 %	5	-	-
Revenu net avant amortissement	327	63	24 %	33	11 %	621	93	18 %
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	637	66	12 %	47	8 %	1 227	84	7 %
Revenus des services aux entreprises	331	17	6 %	(6)	(2 %)	668	40	6 %
Revenus des services de cartes	241	29	14 %	2	1 %	480	58	14 %
Ratio de productivité (bic)	54,2 %		(2,8 %)		(1,5 %)	54,9 %		(2,0 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,0 %		(2,8 %)		(1,5 %)	54,7 %		(2,1 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,64 %		0,02 %		(0,03 %)	2,65 %		0,01 %
Actif productif moyen	114 063	4 238	4 %	909	1 %	113 601	4 880	4 %

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du deuxième trimestre de 2006

Le revenu net a augmenté de 63 millions de dollars, ou de 24 %, la croissance des revenus ayant dépassé celle des frais de 5,4 points de pourcentage.

Le revenu s'est accru de 112 millions de dollars, ou de 10 %. Dans le secteur des services aux particuliers, les revenus se sont accrus de 66 millions de dollars, ou de 12 %, grâce à la forte croissance du volume des prêts aux particuliers, à la hausse des revenus de titrisation et à l'accroissement des ventes de placements à terme et de fonds d'investissement. Les résultats du deuxième trimestre ont aussi bénéficié d'un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts).

La croissance des prêts aux particuliers a été forte, se chiffrant à 9,5 %; nous avons accru notre part de marché de 16 points de base par rapport à la même période l'an dernier, la portant à 10,57 %. La croissance des prêts hypothécaires a ralenti en raison de notre décision de miser sur le développement des relations avec nos clients en privilégiant les prêts établis par nos succursales plutôt que les prêts qui proviennent de tiers et de courtiers, dont les soldes sont en baisse. La part de marché des prêts hypothécaires a reculé de 101 points de base par rapport à la même période l'an dernier, et s'est fixée à 13,08 %. Nous prévoyons que la part de marché des prêts hypothécaires se stabilisera et s'élargira au fil du temps avec l'accroissement de notre équipe de vente spécialisée. Les dépôts des particuliers ont diminué de 3,1 %, ce qui a entraîné un recul de 60 points de base de la part de marché par rapport à la même période l'an dernier, qui s'établit maintenant à 11,84 %. Nous mettons l'accent sur la croissance des dépôts de base en simplifiant nos offres de produits et les processus d'ouverture de compte ainsi qu'en améliorant l'expérience client.

Dans le secteur des services aux entreprises, les revenus ont augmenté de 17 millions de dollars, ou de 5,5 %. Les résultats du deuxième trimestre ont profité de la croissance des volumes et d'un gain sur titres de placement de 14 millions de dollars (9 millions après impôts); ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence des pressions de la concurrence sur les marges nettes d'intérêts du secteur des services aux entreprises. La croissance des prêts aux entreprises a été de 6,7 % par rapport à la même période l'an dernier. BMO se classe encore au deuxième rang pour ce qui est de la part de marché des services bancaires aux entreprises au Canada, qui se chiffre à 18,80 % et nous avons accru notre part de marché de 14 points de base. Notre objectif est d'atteindre le premier rang. Dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à 7,4 %, et la part de marché a augmenté de 34 points de base par rapport à la même période l'an dernier.

Les revenus tirés des frais de service relatifs aux cartes et aux ordres de paiement se sont accrus de 29 millions de dollars, ou de 14 %, en raison de l'accroissement des prêts sur cartes et des volumes de transactions supérieurs. La marge nette d'intérêts s'est améliorée de 2 points de base grâce à la croissance des volumes des produits à forte marge et à l'incidence favorable des mesures tarifaires prises à l'égard du compte d'épargne à taux Avantageux; ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'effet des pressions de la concurrence sur les marges des produits destinés aux entreprises et par le fait que la croissance de l'actif a dépassé celle des dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 31 millions de dollars, ou de 4,8 %, en raison du renforcement, au deuxième semestre de 2006, de nos équipes de vente et de service qui traitent directement avec les clients, de l'augmentation des coûts liés au personnel provoquée par la hausse des volumes de transactions sur cartes et de la hausse de l'amortissement découlant des initiatives prises à l'exercice précédent. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 284 points de base.

Le solde moyen des prêts et acceptations a affiché une solide croissance. En incluant les prêts titrisés, il a progressé de 6,1 milliards de dollars, ou de 5,2 %, par rapport au deuxième trimestre de 2006, tandis que les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 1,6 milliard de dollars, ou de 3,7 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 32 millions de dollars, ou de 11 %.

Le revenu s'est accru de 43 millions de dollars, ou de 3,6 %. Les résultats du deuxième trimestre ont bénéficié des gains sur assurances et sur titres de placement. La hausse des revenus de titrisation et de ceux tirés des services de cartes et des produits d'assurance ainsi que l'augmentation des ventes de dépôts à terme et de fonds d'investissement ont été largement neutralisées par le fait que le deuxième trimestre comporte trois jours civils de moins que le précédent et par la baisse des marges nettes d'intérêts. La marge nette d'intérêts a fléchi de 3 points de base en raison des pressions de la concurrence sur nos produits destinés aux entreprises, et du fait que la croissance de l'actif a dépassé celle des dépôts. L'accroissement de la marge sur prêts hypothécaires a partiellement contrebalancé cette pression à la baisse.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 6 millions de dollars, ou de 0,8 %, à cause de la hausse de l'amortissement et de la montée des coûts liés au traitement et au personnel dans le secteur des services de cartes, qui ont été neutralisées en partie par l'effet du nombre inférieur de jours civils pendant le deuxième trimestre.

Le solde moyen des prêts et acceptations, incluant les prêts titrisés, a progressé de 1,2 milliard de dollars, ou de 1,0 %, par rapport au premier trimestre, tandis que les dépôts des particuliers et des entreprises ont fléchi de 0,3 milliard de dollars, ou de 0,6 %.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, la plupart des produits ont affiché une croissance, notamment les prêts aux particuliers et les cartes. Nous avons donc accru notre part du marché des prêts aux particuliers de 6 points de base par rapport au premier trimestre, tandis que la part de marché des prêts hypothécaires a reculé de 28 points de base. La part de marché des dépôts des particuliers s'est rétrécie de 22 points de base par rapport au premier trimestre.

Nous avons accru notre part de marché des prêts aux entreprises de 23 points de base par rapport au premier trimestre et, dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, la part de marché a augmenté de 25 points de base.

Comparaison du premier semestre de 2007 et du premier semestre de 2006

Le revenu net a augmenté de 93 millions de dollars, ou de 18 %, la croissance des revenus ayant dépassé celle des frais de 3,8 points de pourcentage.

Le revenu s'est accru de 182 millions de dollars, ou de 8,3 %, à la faveur de la croissance des volumes dans les dépôts des entreprises, les transactions sur cartes, ainsi que les prêts aux particuliers et aux entreprises, et par suite de la hausse des revenus de titrisation et des frais de services de cartes ainsi que des ventes de dépôts à terme et de fonds d'investissement. Les résultats de l'exercice en cours ont aussi bénéficié de l'augmentation des gains sur assurances et sur titres de placement. La marge nette d'intérêts s'est améliorée de 1 point de base car l'incidence favorable des mesures tarifaires prises à l'égard du compte d'épargne à taux Avantageux et la croissance des volumes des produits à forte marge ont été largement neutralisées par les pressions de la concurrence sur les produits destinés aux entreprises et par le fait que la croissance de l'actif a dépassé celle des dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 56 millions de dollars, ou de 4,5 %, en raison de l'augmentation des coûts liés au personnel à la suite du renforcement, au deuxième semestre de 2006, de nos équipes de vente et de service qui traitent directement avec les clients, ainsi qu'en raison de la hausse de l'amortissement découlant des initiatives prises à l'exercice précédent et de l'accroissement des coûts liés aux cartes et aux pertes sur prêts personnels. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 205 points de base.

Service bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	191	4	3 %	5	3 %	377	5	1 %
Revenu autre que d'intérêts	45	5	10 %	3	7 %	87	7	8 %
Revenu total (bic)	236	9	4 %	8	4 %	464	12	3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	9	2	23 %	-	-	18	3	19 %
Frais autres que d'intérêts	183	9	6 %	8	5 %	358	23	7 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	44	(2)	(6 %)	-	-	88	(14)	(15 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	17	(1)	(17 %)	2	2 %	32	(9)	(25 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	27	(1)	(4 %)	(2)	(4 %)	56	(5)	(7 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	6	2	19 %	-	-	12	2	9 %
Revenu net avant amortissement	33	1	5 %	(2)	(1 %)	68	(3)	(4 %)
Ratio de productivité (bic)	77,7 %		1,3 %		0,9 %	77,3 %		3,3 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	74,1 %		0,9 %		0,6 %	73,8 %		3,0 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,38 %		(0,37) %		(0,02) %	3,39 %		(0,34) %
Actif productif moyen	22 982	2 823	14 %	1 304	6 %	22 319	2 311	12 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	167	3	2 %	7	5 %	327	3	1 %
Revenu autre que d'intérêts	39	3	9 %	3	9 %	75	5	7 %
Revenu total (bic)	206	6	3 %	10	5 %	402	8	2 %
Frais autres que d'intérêts	161	8	5 %	11	7 %	311	19	7 %
Revenu net	24	(1)	(4 %)	(1)	(3 %)	49	(4)	(8 %)
Actif moyen	21 699	2 477	13 %	1 465	7 %	20 954	1 994	11 %

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du deuxième trimestre de 2006

Le revenu net a diminué de 1 million de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Nos résultats trimestriels incluent pour la première fois trois mois d'activités de la First National Bank and Trust (FNBT). Nous sommes satisfaits des résultats de la FNBT qui, abstraction faite des coûts d'intégration, ont fourni un apport au revenu net. Si on tient compte des coûts d'intégration, les résultats de la FNBT se situent au seuil de rentabilité, avec un revenu de 16 millions de dollars, des frais d'exploitation et d'amortissement des actifs incorporels de 11 millions de dollars et des coûts d'intégration de 5 millions de dollars.

Le revenu s'est accru de 9 millions de dollars, ou de 3,8 %. Cette hausse s'explique par l'acquisition de la FNBT ainsi que par la croissance des prêts et des dépôts, excluant ceux de la FNBT, de 1,4 milliard de dollars américains, ou de 8,6 %, et de 0,5 milliard de dollars américains, ou de 3,4 %, respectivement. Ces facteurs ont été atténués par les pressions de la concurrence sur la tarification et par la préférence des clients pour les produits à faible marge, au détriment des produits à marge élevée, tant dans le secteur des prêts que dans celui des dépôts, d'où un déclin de 37 points de base de la marge nette d'intérêts. La croissance de l'actif a continué de dépasser celle des dépôts, ce qui a légèrement contribué à abaisser la marge nette d'intérêts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 9 millions de dollars, ou de 5,6 %, à cause des frais d'exploitation de la FNBT. Le ratio de productivité avant amortissement s'est replié de 85 points de base pour s'établir à 74,1 %. La direction s'attache à maîtriser la hausse des frais en réduisant les coûts de personnel, en ralentissant l'expansion du réseau de succursales et par d'autres initiatives.

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net a diminué de 2 millions de dollars, ou de 3,9 %.

Le revenu s'est accru de 8 millions de dollars, ou de 3,8 %, en raison de l'acquisition de la FNBT. La croissance des prêts s'est poursuivie, mais à un rythme plus lent; les prêts ont augmenté de 0,3 milliard de dollars américains, ou de 1,6 % (abstraction faite de la FNBT). La croissance des dépôts (abstraction faite de la FNBT) est restée inchangée. La marge nette d'intérêts a reculé de 2 points de base mais elle se stabilise. Le revenu a subi l'influence des pressions exercées par la concurrence sur la tarification et les clients ont continué de délaisser les produits à marge élevée pour les produits à plus faible marge.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 8 millions de dollars, ou de 5,1 %. Abstraction faite des frais d'exploitation et des coûts d'intégration de la FNBT, les frais ont légèrement diminué.

Notre taux de recommandation net, qui mesure l'intensité de la fidélité de la clientèle, a augmenté, passant de 40 % à la fin du premier trimestre à 41 %.

Nous avons achevé récemment la conversion de la FNBT à notre modèle opérationnel et à notre marque, moyennant une incidence minime sur les clients. Des coûts d'intégration additionnels sont prévus durant l'exercice, principalement au troisième trimestre. Nous avons aussi ouvert un bureau de services de crédit aux entreprises sur le marché très intéressant de Milwaukee.

Comparaison du premier semestre de 2007 et du premier semestre de 2006

Le revenu net a diminué de 5 millions de dollars, ou de 7,0 %.

Le revenu s'est accru de 12 millions de dollars, ou de 2,5 %. Cette hausse s'explique par l'acquisition de la FNBT ainsi que par la croissance des prêts et des dépôts. Abstraction faite de la FNBT, les prêts ont augmenté de 1,7 milliard de dollars américains, ou de 11 %, et les dépôts de 0,6 milliard de dollars américains, ou de 4,3 %. Ces facteurs ont été atténués par les pressions de la concurrence sur la tarification et par la préférence des clients pour les produits de dépôt à plus faible marge, au détriment des produits à marge élevée, d'où un déclin de 34 points de

base de la marge nette d'intérêts. Les marges sur les prêts ont fléchi mais elles vont vraisemblablement demeurer stables pendant le reste de l'exercice. La croissance de l'actif a continué de dépasser celle des dépôts, ce qui a contribué à abaisser la marge nette d'intérêts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 23 millions de dollars, ou de 7,0 %. L'acquisition de la FNBT, les coûts liés au personnel, les frais d'exploitation associés à la nouvelle plateforme technologique de nos succursales, l'ouverture de nouvelles succursales et les coûts

d'entretien des immeubles ont contribué à cette augmentation, mais ces facteurs ont été partiellement annulés par le calendrier des coûts d'intégration découlant de l'acquisition. Le ratio de productivité avant amortissement s'est détérioré de 301 points de base, la hausse des frais ayant dépassé la croissance des revenus.

PE – États-Unis après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis*

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2006	
Revenu (bic)	315	(14)	(5 %)	(1)	-	631	(30)	(5 %)
Revenu net	47	(12)	(16 %)	(5)	(7 %)	99	(24)	(19 %)
Ratio de productivité	71,2 %		7,0 %		1,6 %	70,4 %		5,9 %

* Mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires aux moyennes entreprises américaines

Le revenu net de PE – États-Unis représentait 7,8 % du revenu net des Services bancaires PE au deuxième trimestre de 2007, comparativement à 9,7 % pour la même période l'an dernier, et à 9,0 % au premier trimestre. Les Services bancaires aux entreprises de BMO aux États-Unis s'adressent principalement aux moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats de BMO Marchés des capitaux, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines à PE – États-Unis. Il fait état de l'inclusion, dans les résultats de PE – États-Unis pour le trimestre, d'un revenu de 79 millions de

dollars provenant des services aux moyennes entreprises et d'un revenu net de 20 millions de dollars.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises aux États-Unis étaient inclus dans les résultats de PE – États-Unis, le ratio de productivité serait de 71,2 % pour le trimestre, comparativement à 77,7 % dans le présent Rapport de gestion. Une fois les mêmes rajustements pris en compte, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 12,8 % du résultat des Services bancaires Particuliers et entreprises pour le trimestre, comparativement à 7,8 % dans le présent rapport et le revenu tiré des activités aux États-Unis représenterait 20,7 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 16,4 % dans le présent rapport.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	153	15	11 %	2	2 %	304	28	10 %
Revenu autre que d'intérêts	365	16	5 %	10	3 %	720	45	7 %
Revenu total (bic)	518	31	7 %	12	3 %	1 024	73	8 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	-	-	(1)	(100 %)	1	-	-
Frais autres que d'intérêts	359	23	7 %	-	-	718	55	8 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	159	8	6 %	13	9 %	305	18	6 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	58	4	6 %	7	10 %	109	10	9 %
Revenu net	101	4	5 %	6	8 %	196	8	5 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-	2	-	-
Revenu net avant amortissement	102	4	5 %	6	8 %	198	8	4 %
Rendement des capitaux propres	36,1 %		1,9 %		3,4 %	34,4 %		1,8 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	36,5 %		1,8 %		3,4 %	34,8 %		1,8 %
Ratio de productivité (bic)	69,3 %		0,3 %		(1,6 %)	70,1 %		0,4 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	69,0 %		0,3 %		(1,6 %)	69,8 %		0,4 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	10,25 %		0,19 %		0,50 %	10,00 %		0,03 %
Actif productif moyen	6 151	516	9 %	23	1 %	6 139	548	10 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	60	2	4 %	1	3 %	119	(2)	(2 %)
Frais autres que d'intérêts	56	(1)	(1 %)	(4)	(5 %)	116	-	-
Revenu net	2	1	+100 %	2	+100 %	2	(3)	(56 %)
Revenu net avant amortissement	3	1	50 %	3	+100 %	3	(3)	(46 %)
Actif moyen	2 071	(31)	(1 %)	24	1 %	2 059	(65)	(3 %)

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du deuxième trimestre de 2006

Le revenu net a augmenté de 4 millions de dollars, ou de 5,2 %.

Le revenu s'est accru de 31 millions de dollars, ou de 6,5 %. Le revenu net d'intérêts s'est accru principalement par suite de la hausse des marges et des soldes des dépôts pour les produits de placement à terme et BMO Ligne d'action. Le revenu autre que d'intérêts a progressé en raison de la croissance des revenus tirés des services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles, de la hausse des revenus tirés des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord, ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des services tarifés relatifs aux fonds d'investissement.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 23 millions de dollars, ou de 6,9 %, à cause surtout de l'augmentation des frais liés aux revenus et de l'investissement constant dans notre équipe de vente, dans de nouveaux produits, dans les technologies et dans l'infrastructure afin d'approfondir nos relations avec les clients et de stimuler la croissance future des revenus. Le ratio de productivité avant amortissement s'est replié de 29 points de base en raison de la hausse des dépenses liées aux investissements.

L'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, se chiffre à 300 milliards de dollars, soit une augmentation de 27 milliards de dollars, ou de 10 %, sur 12 mois.

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 6 millions de dollars, ou de 7,9 %.

Le revenu s'est accru de 12 millions de dollars, ou de 2,6 %. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté, à cause surtout de la croissance des revenus tirés des services fiduciaires et des services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord, ainsi que d'un gain de 7 millions de dollars à la vente d'actions ordinaires de la Bourse de Montréal.

Les frais autres que d'intérêts sont restés relativement inchangés. Les frais liés aux revenus ont monté au cours du trimestre. Le trimestre précédent comprenait une charge liée à la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 165 points de base.

Comparaison du premier semestre de 2007 et du premier semestre de 2006

Le revenu net a progressé de 8 millions de dollars, ou de 4,7 %.

Le revenu s'est accru de 73 millions de dollars, ou de 7,7 %, grâce à la hausse des revenus de tous les secteurs d'activité.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 55 millions de dollars, ou de 8,3 %. Les frais ont monté essentiellement en raison de la hausse des frais liés aux revenus et de l'augmentation des dépenses liées aux investissements visant à stimuler la croissance des revenus.

Le ratio de productivité avant amortissement a reculé de 42 points de base.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	255	80	47 %	23	10 %	487	105	28 %
Revenu autre que d'intérêts	395	(157)	(28 %)	420	+100 %	370	(718)	(66 %)
Revenu total (bic)	650	(77)	(10 %)	443	+100 %	857	(613)	(42 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	19	(1)	(1 %)	(1)	(4 %)	39	(1)	(1 %)
Frais autres que d'intérêts	395	(11)	(3 %)	67	20 %	723	(103)	(13 %)
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices	236	(65)	(21 %)	377	+100 %	95	(509)	(84 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	37	(17)	(28 %)	160	+100 %	(86)	(221)	(+100 %)
Revenu net	199	(48)	(19 %)	217	+100 %	181	(288)	(62 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	-	-	-	(1)	(100 %)
Revenu net avant amortissement	199	(48)	(19 %)	217	+100 %	181	(289)	(62 %)
Revenus des produits de négociation	185	(172)	(48 %)	361	+100 %	9	(734)	(99 %)
Revenus d'Investissements et services aux grandes entreprises et autres	465	95	26 %	82	21 %	848	121	17 %
Rendement des capitaux propres	15,9 %		(6,2 %)		18,0 %	6,7 %		(13,9 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	15,9 %		(6,2 %)		18,0 %	6,8 %		(13,8 %)
Ratio de productivité (bic)	60,6 %		4,7 %		n.s.	84,2 %		n.s.
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	60,5 %		4,6 %		n.s.	84,1 %		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,67 %		0,08 %		0,05 %	0,64 %		-
Actif productif moyen	156 744	36 339	30 %	7 491	5 %	152 936	33 615	28 %
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu	153	(151)	(50 %)	325	(+100 %)	(19)	(634)	(+100 %)
Frais autres que d'intérêts	150	(7)	(4 %)	12	(9 %)	288	(37)	(11 %)
Revenu net	1	(85)	(99 %)	168	(+100 %)	(166)	(334)	(+100 %)
Actif moyen	72 689	23 720	48 %	6 282	10 %	69 497	20 043	41 %

n.s. – non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du deuxième trimestre de 2006

Le revenu net a diminué de 48 millions de dollars, ou de 19 %. Les résultats reflètent les effets des pertes de négociation sur produits de base de 171 millions de dollars (90 millions après impôts et diminution de la rémunération liée au rendement). Après rajustement pour tenir compte de ces éléments, le revenu net a affiché une hausse de 42 millions, ou de 17 %.

Le revenu a reculé de 77 millions de dollars, ou de 10 %. Le revenu tiré des produits de négociation a reculé de 172 millions de dollars, ou de 48 %. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base subies pendant le trimestre, le revenu s'est accru de 94 millions, ou de 13 %. Les revenus de négociation sur les actions, les frais liés à de nouvelles émissions et les revenus de commissions se sont accrus. Les revenus du secteur Investissements et services aux grandes entreprises et les autres revenus ont augmenté de 95 millions de dollars, ou de 26 %, en raison de l'activité accrue dans le secteur des prises fermes de titres de participation ainsi que de la hausse des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition. L'actif lié aux services bancaires aux entreprises s'est accru, mais l'effet de cette hausse a été partiellement neutralisé par une réduction des marges. Les commissions sur prêts, les gains nets sur titres de placement et les recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux ont également augmenté, mais ces facteurs ont été partiellement neutralisés par le fléchissement de l'activité dans le secteur des prises fermes de titres d'emprunt.

Le revenu net d'intérêts s'est amélioré en raison de la hausse du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation, de l'effet de l'accroissement de l'actif lié aux services bancaires aux entreprises et de l'augmentation des recouvrements au comptant sur des prêts précédemment classés comme douteux. La marge nette d'intérêts a augmenté de 8 points de base.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 11 millions de dollars, ou de 2,8 % en raison de la baisse de la rémunération liée au rendement. Le ratio de productivité avant amortissement du groupe s'est détérioré à cause des pertes de négociation sur produits de base.

Le taux d'imposition effectif a été peu élevé au deuxième trimestre. Les pertes de négociation sur produits de base étant liées à nos activités aux États-Unis, elles sont recouvrables à un taux d'imposition relativement plus élevé. Les autres revenus du groupe sont assujettis à l'impôt sur les bénéficiaires à un taux d'imposition inférieur dans l'ensemble, d'où un taux d'imposition effectif moindre.

Les résultats des activités aux États-Unis se sont détériorés à cause des pertes de négociation sur produits de base.

Comparaison du deuxième trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 217 millions de dollars. Les résultats du premier trimestre tiennent compte des pertes de négociation sur produits de base de 509 millions (237 millions après impôts et réduction de la rémunération liée au rendement). Après rajustement pour tenir compte de l'incidence nette de ces éléments dans les deux périodes, le revenu net s'est accru de 70 millions de dollars, ou de 32 %.

Le revenu a augmenté de 443 millions de dollars selon les états financiers, mais de 105 millions de dollars, ou de 15 %, abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base dans les deux périodes. L'activité du secteur des prises fermes, les honoraires tirés des activités de fusion et acquisition, les commissions et les recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux ont connu une hausse. L'actif lié aux services bancaires aux entreprises s'est aussi accru, mais l'effet de cette hausse a été partiellement atténué par une légère réduction des marges.

Les revenus ont subi le contrecoup de la baisse des revenus de négociation sur actions et de la réduction des gains nets sur titres de placement.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 67 millions de dollars, ou de 20 %, en raison de la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement.

Le recouvrement d'impôts au premier trimestre est élevé par rapport à la perte nette en raison de l'importance des pertes de négociation sur produits de base.

Comparaison du premier semestre de 2007 et du premier semestre de 2006

Le revenu net a diminué de 288 millions de dollars, ou de 62 %. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence nette des pertes de négociation sur produits de base, le revenu net s'est accru de 39 millions de dollars, ou de 8,1 %.

Le revenu a chuté de 613 millions de dollars, ou de 42 %, à cause des pertes de négociation sur produits de base. Abstraction faite des pertes de négociation sur produits de base, le revenu s'est accru de 67 millions de dollars. De plus, la baisse des revenus de négociation sur les taux d'intérêt et l'activité réduite dans le secteur des prises fermes de titres d'emprunt ont eu une incidence défavorable sur les revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus de négociation sur les actions, l'augmentation de l'activité dans le secteur des prises fermes de titres de participation et l'accroissement des honoraires tirés des activités de fusion et acquisition. Les commissions ont augmenté, tout comme les commissions sur prêts, les gains nets sur titres de placement et les recouvrements au comptant de prêts auparavant classés comme douteux. L'actif lié aux services bancaires aux entreprises s'est aussi accru, mais l'effet de cette hausse a été partiellement atténué par une légère réduction des marges.

Le revenu net d'intérêts s'est accru en raison de la hausse du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation, de l'accroissement de l'actif lié aux services bancaires aux entreprises et des recouvrements au comptant sur des prêts auparavant classés comme douteux. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la diminution des marges sur les prêts aux entreprises dans un contexte de forte concurrence.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 103 millions de dollars, ou de 13 %, en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement.

Le groupe a réalisé un revenu avant impôts sur les bénéficiaires durant le premier semestre, mais les résultats comprennent un recouvrement d'impôts sur les bénéficiaires en raison de l'imposition des pertes de négociation sur produits de base qui diffère de celle des autres revenus imposables du groupe, comme nous l'avons mentionné précédemment.

Services bancaires aux moyennes entreprises

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 100 millions et 1,5 milliard de dollars américains. Ces activités sont souvent incluses dans les résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par les banques de notre groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux de PE - États-Unis sont inclus dans la section correspondante du Rapport de gestion.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2007	Augmentation/(Diminution) c. T2-2006		Augmentation/(Diminution) c. T1-2007		Cumul 2007	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2006	
Revenu net d'intérêts (bic)	(87)	(30)	(57 %)	7	4 %	(181)	(81)	(83 %)
Revenu autre que d'intérêts	45	23	+100 %	(47)	(50 %)	137	88	+100 %
Revenu total (bic)	(42)	(7)	(25 %)	(40)	(+100 %)	(44)	7	11 %
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(50)	(10)	(27 %)	8	11 %	(108)	(13)	(15 %)
Frais autres que d'intérêts	22	2	17 %	(5)	(17 %)	49	(19)	(27 %)
Charge de restructuration	-	-	-	(135)	(100 %)	135	135	100 %
Total des frais autres que d'intérêts	22	2	17 %	(140)	(86 %)	184	116	+100 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(14)	1	7 %	92	87 %	(120)	(96)	(+100 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(53)	(1)	(2 %)	22	32 %	(128)	(50)	(67 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	-	-	38	-	-
Revenu net (perte nette)	20	2	1 %	70	+100 %	(30)	(46)	(+100 %)
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu	(28)	(15)	(+100 %)	(15)	(+100 %)	(41)	(1)	(4 %)
Dotation à la provision pour pertes sur (recouvrement de) pertes sur créances	(16)	(7)	(67 %)	4	13 %	(36)	(9)	(31 %)
Frais autres que d'intérêts	1	(1)	(50 %)	7	+100 %	(5)	(10)	+100 %
Charge de restructuration	-	-	-	(18)	(+100 %)	18	18	+100 %
Total des frais autres que d'intérêts	1	(1)	(50 %)	(11)	(95 %)	13	8	+100 %
Impôts sur les bénéfices	1	4	+100 %	1	+100 %	1	19	+100 %
Revenu net (perte nette)	(18)	(11)	(+100 %)	(8)	(96 %)	(28)	(19)	(+100 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et opérations sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO MC), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et opérations. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

Le revenu net du trimestre s'établit à 20 millions de dollars, demeurant relativement inchangé par rapport au deuxième trimestre l'an dernier.

Le revenu net a augmenté de 70 millions de dollars par rapport au premier trimestre. Abstraction faite de la charge de restructuration, le revenu net a reculé de 18 millions de dollars. Cette diminution s'explique par la baisse des revenus, qui découle de l'incidence favorable, au premier trimestre, de gains évalués à la valeur de marché réalisés sur certains instruments dérivés de couverture de taux d'intérêt.

Le revenu net du premier semestre a reculé de 46 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Abstraction faite de la charge de restructuration, le revenu net a augmenté de 42 millions de dollars en raison de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances, de la réduction des frais et de la baisse d'impôts sur les bénéfices.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les six mois terminés le

	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
		Données retraitées (voir la note 2)				Données retraitées (voir la note 6)	
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts (note 2)	2 839 \$	2 812 \$	2 739 \$	2 664 \$	2 340 \$	5 651 \$	4 582 \$
Valeurs mobilières	731	726	589	587	473	1 457	982
Dépôts à d'autres banques	230	220	214	216	172	450	339
	3 800	3 758	3 542	3 467	2 985	7 558	5 903
Frais d'intérêts							
Dépôts	1 833	1 776	1 686	1 536	1 308	3 609	2 521
Dettes subordonnées	40	43	43	43	41	83	83
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	26	25	25	24	25	51	50
Autres passifs	697	718	573	630	498	1 415	954
	2 596	2 562	2 327	2 233	1 872	5 158	3 608
Revenu net d'intérêts	1 204	1 196	1 215	1 234	1 113	2 400	2 295
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 3)	59	52	16	42	66	111	118
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 145	1 144	1 199	1 192	1 047	2 289	2 177
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	303	278	247	260	292	581	544
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	182	183	183	187	179	365	359
Revenus de négociation (pertes) (note 2)	(10)	(352)	90	186	201	(362)	442
Commissions sur prêts	100	99	90	92	77	199	155
Frais de services de cartes	70	63	105	106	94	133	185
Gestion de placements et garde de titres	81	77	76	77	69	158	145
Revenus tirés de fonds d'investissement	140	137	130	128	126	277	241
Revenus de titrisation	83	87	55	21	4	170	24
Commissions de prise ferme et de consultation	159	106	104	92	113	265	211
Gains sur titres, autres que de négociation	48	44	46	51	30	92	48
Revenus de change, autres que de négociation	33	21	27	24	28	54	51
Revenus d'assurance	77	46	49	58	51	123	97
Autres (note 2)	58	81	44	54	96	139	157
	1 324	870	1 246	1 336	1 360	2 194	2 659
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 469	2 014	2 445	2 528	2 407	4 483	4 836
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (notes 2 et 6)	969	931	934	958	932	1 900	1,932
Bureau et matériel	320	308	328	299	296	628	584
Amortissement des actifs incorporels	13	11	11	10	12	24	23
Déplacements et expansion des affaires	64	59	76	64	63	123	113
Communications	42	33	39	36	31	75	56
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	17	24	19	23	25	41	52
Honoraires	67	64	92	65	72	131	130
Autres	122	108	114	145	129	230	250
	1 614	1 538	1 613	1 600	1 560	3 152	3 140
Charge de restructuration (note 7)	-	135	-	-	-	135	-
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	855	341	832	928	847	1 196	1 696
Impôts sur les bénéfices (note 2)	165	(26)	117	199	177	139	401
	690	367	715	729	670	1 057	1 295
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	19	19	38	38
Revenu net	671 \$	348 \$	696 \$	710 \$	651 \$	1 019 \$	1 257 \$
Dividendes sur actions privilégiées	13 \$	9 \$	8 \$	6 \$	8 \$	22 \$	16 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	658 \$	339 \$	688 \$	704 \$	643 \$	997 \$	1 241 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	500 510	501 136	500 432	500 762	502 502	500 828	501 929
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	509 943	510 320	510 166	509 991	512 743	510 131	512 146
Résultat par action (en dollars canadiens)							
De base	1,31 \$	0,68 \$	1,37 \$	1,41 \$	1,28 \$	1,99 \$	2,47 \$
Dilué	1,29	0,67	1,35	1,38	1,25	1,96	2,42
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,68	0,65	0,62	0,62	0,53	1,33	1,02

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2007	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006
		Données retraitées (voir la note 2)			
Actif					
Encaisse	19 502 \$	22 873 \$	19 608 \$	20 160 \$	19 560 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement (note 2)	-	-	14 166	11 359	11 642
Titres disponibles à la vente (note 2)	17 529	18 235	-	-	-
Titres divers (note 2)	1 460	1 465	1 414	1 425	1 433
Titres de négociation	63 600	58 401	51 820	45 455	44 079
Titres de substituts de prêts	11	11	11	11	11
	82 600	78 112	67 411	58 250	57 165
Prêts (note 2)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	62 908	63 109	63 321	63 591	63 055
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	31 913	31 474	30 418	29 693	28 873
Prêts sur cartes de crédit	3 899	3 764	3 631	5 049	4 874
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	60 956	58 108	56 030	53 433	52 121
Titres pris en pension, empruntés ou achetés	35 063	41 843	31 429	31 865	33 116
	194 739	198 298	184 829	183 631	182 039
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 530	8 252	7 223	7 369	6 639
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 059)	(1 078)	(1 058)	(1 107)	(1 117)
	203 210	205 472	190 994	189 893	187 561
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés (note 2)	38 711	37 361	30 411	32 247	31 523
Bureaux et matériel	2 047	2 057	2 047	1 942	1 841
Écarts d'acquisition	1 252	1 306	1 098	1 104	1 098
Actifs incorporels	174	207	152	163	172
Actifs divers (note 2)	9 031	8 103	8 257	7 850	7 387
	51 215	49 034	41 965	43 306	42 021
Total de l'actif	356 527 \$	355 491 \$	319 978 \$	311 609 \$	306 307 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts (note 2)					
Banques	28 256 \$	33 811 \$	26 632 \$	26 362 \$	23 394 \$
Entreprises et administrations publiques	114 504	104 994	100 848	99 821	94 234
Particuliers	78 855	78 309	76 368	75 911	76 860
	221 615	217 114	203 848	202 094	194 488
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés (note 2)	40 192	38 842	31 446	31 418	30 413
Acceptations	9 530	8 252	7 223	7 369	6 639
Titres vendus à découvert	24 692	19 472	15 398	14 271	15 653
Titres mis en pension, prêtés ou vendus	31 027	40 965	31 918	28 148	31 467
Passifs divers (note 2)	10 055	11 083	10 758	9 277	8 647
	115 496	118 614	96 743	90 483	92 819
Dettes subordonnées (notes 2 et 8)	2 395	2 745	2 726	2 729	3 025
Actions privilégiées (note 9)	450	450	450	450	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 9)	5 272	5 225	4 827	4 765	4 741
Surplus d'apport	55	55	49	47	45
Bénéfices non répartis (note 2)	11 017	10 836	10 974	10 653	10 395
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte (note 2)	(923)	(698)	(789)	(762)	(806)
	15 421	15 418	15 061	14 703	14 375
Total du passif et des capitaux propres	356 527 \$	355 491 \$	319 978 \$	311 609 \$	306 307 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Revenu net	671 \$	651 \$	1 019 \$	1 257 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	2	-	4	-
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	1	-	(44)	-
Perte nette provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(228)	(66)	(46)	(194)
Total du résultat étendu	446 \$	585 \$	933 \$	1 063 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
		Données retraitées (voir la note 6)		Données retraitées (voir la note 6)
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	946 \$	596 \$	596 \$	596 \$
Actions émises au cours de la période	-	-	350	-
Solde à la fin de la période	946	596	946	596
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	4 279	4 120	4 231	4 022
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	27	21	55	40
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	39	19	68	102
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	1	-
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 9)	(19)	(15)	(29)	(19)
Solde à la fin de la période	4 326	4 145	4 326	4 145
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	55	43	49	35
Frais liés aux options d'achat d'actions	-	2	6	10
Solde à la fin de la période	55	45	55	45
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	10 836	10 125	10 974	9 801
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers, déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$ (note 2)	-	-	(71)	-
Revenu net	671	651	1 019	1 257
Dividendes – Actions privilégiées	(13)	(8)	(22)	(16)
– Actions ordinaires	(340)	(266)	(665)	(512)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 9)	(137)	(107)	(209)	(135)
Frais d'émission d'actions	-	-	(9)	-
Solde à la fin de la période	11 017	10 395	11 017	10 395
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Titres disponibles à la vente				
Solde au début de la période	5	-	-	-
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	-	-	3	-
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de moins de 1 \$ et de 4 \$)	1	-	8	-
Reclassement des pertes (gains) réalisés dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de moins de 1 \$ et de 2 \$)	1	-	(4)	-
Solde à la fin de la période	7	-	7	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant des couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	(96)	-	-	-
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	-	-	(51)	-
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$ et de 24 \$)	1	-	(47)	-
Reclassement de pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de moins de 1 \$ et de 2 \$)	-	-	3	-
Solde à la fin de la période	(95)	-	(95)	-
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(607)	(740)	(789)	(612)
Perte non réalisée provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(619)	(177)	(126)	(524)
Incidence de la couverture des gains provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 207 \$, 58 \$, 43 \$ et 174 \$)	391	111	80	330
Solde à la fin de la période	(835)	(806)	(835)	(806)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(923)	(806)	(923)	(806)
Total des capitaux propres	15 421 \$	14 375 \$	15 421 \$	14 375 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
		Données retraitées (voir la note 6)		Données retraitées (voir la note 6)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	671 \$	651 \$	1 019 \$	1 257 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Dévaluation de titres, autres que de négociation	-	-	-	8
Gain net sur titres, autres que de négociation	(48)	(30)	(92)	(56)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(6 602)	3 675	(11 897)	(969)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	59	66	111	118
Perte (gain) à la vente de prêts titrisés (note 4)	(54)	2	(114)	(12)
Variation des instruments financiers dérivés				
(Augmentation) des actifs dérivés	(1 871)	(1 670)	(8 048)	(699)
Augmentation des passifs dérivés	2 087	2 445	8 571	2 303
Amortissement des bureaux et du matériel	99	89	191	177
Amortissement des actifs incorporels	13	12	24	23
Augmentation (diminution) nette des impôts futurs	(18)	(31)	(79)	1
Diminution nette des impôts exigibles	(83)	(137)	(584)	(235)
Variation des intérêts courus				
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(81)	(32)	125	(38)
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	95	74	33	(10)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 003)	595	1 065	(62)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(6 736)	5 709	(9 675)	1 806
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation nette des dépôts	10 024	2 481	17 104	4 482
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	5 413	1 515	9 335	(436)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension, prêtés ou vendus	(8 804)	758	(669)	9 626
Augmentation nette du passif des filiales	199	395	202	723
Remboursement de la dette subordonnée	(333)	(125)	(333)	(125)
Produit de l'émission de la dette subordonnée	-	700	-	700
Produit de l'émission d'actions privilégiées	-	-	350	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires	66	40	123	142
Frais d'émission d'actions	-	-	(9)	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 9)	(156)	(122)	(238)	(154)
Dividendes versés	(353)	(274)	(687)	(528)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	6 056	5 368	25 178	14 430
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 009	(31)	(144)	891
Achats de titres, autres que de négociation	(8 056)	(4 203)	(19 517)	(6 375)
Échéances de titres, autres que de négociation	6 729	1 472	14 014	3 369
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	1 214	1 530	2 312	2 392
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des titres de substituts de prêts	(7 648)	(7 776)	(9 300)	(12 040)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	487	1 279	1 429	1 775
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension, empruntés ou achetés	5 840	(3 457)	(3 912)	(5 467)
Bureaux et matériel – achats nets	(126)	(122)	(155)	(198)
Acquisitions (note 5)	(1)	(1)	(385)	(76)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	448	(11 309)	(15 658)	(15 729)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(340)	(75)	(250)	(169)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(572)	(307)	(405)	338
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 625	3 057	2 458	2 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 053 \$	2 750 \$	2 053 \$	2 750 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les montants des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2006 ont été retraités pour tenir compte des modifications de convention comptable décrites à la note 3 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les six mois terminés le 30 avril 2007 (non vérifié)

Note 1 • Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 133 de notre Rapport annuel 2006. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes comptables

Note 2 • Changements dans la comptabilité

Retraitement

La Banque a retraité ses états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007 en utilisant une méthode plus appropriée d'évaluation en fonction du marché pour son portefeuille de négociation sur produits de base. Cette modification, ainsi que les préoccupations quant à la fiabilité des prix obtenus du principal courtier de la banque en matière de produits de base et utilisés dans l'évaluation faite pour le premier trimestre, a amené la Banque à conclure que les pertes devraient être constatées pour le premier et le deuxième trimestres de l'exercice 2007. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante sur les périodes antérieures au premier trimestre de 2007.

Le tableau suivant fait état des résultats découlant du rajustement effectué dans le cadre du retraitement et ayant une incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007. Les montants retraités présentés ci-dessous comprennent une réduction de 203 millions de dollars des revenus de négociation et une réduction de 94 millions de dollars du revenu net liée aux périodes antérieures au premier trimestre de 2007.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action) Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2007	
	Données présentées antérieurement	Données retraitées
État consolidé des résultats		
Revenus de négociation (pertes) 1)	136 \$	(352) \$
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 523	2 014
Rémunération du personnel	1 018	931
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	763	341
Impôts sur les bénéfices	159	(26)
Revenu net	585 \$	348 \$
Résultat par action		
De base	1,15 \$	0,68 \$
Dilué	1,13	0,67

État consolidé du résultat étendu

Revenu net	585 \$	348 \$
Total du résultat étendu	724	487

État consolidé de la variation des capitaux propres

Bénéfices non répartis		
Revenu net	585 \$	348 \$
Solde à la fin de la période	11 073	10 836
Total des capitaux propres	15 655	15 418

1) Réflète également le reclassement de 21 millions de dollars effectué entre les postes Revenus de change, autres que de négociation, et Revenus de négociation (pertes), en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Modifications des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les règles de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant les titres, les instruments dérivés de couverture, les autres éléments du résultat étendu et certains autres instruments financiers. Les données des périodes antérieures n'ont pas été retraitées.

généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons apporté les rajustements suivants à notre bilan afin de nous conformer aux nouvelles règles :

(en millions de dollars canadiens)	Au
	1 ^{er} novembre 2006
Augmentation (diminution)	
Bilan consolidé	
Titres disponibles à la vente a)	4 \$
Prêts b) (ii), d)	(87)
Actifs divers	51
Instruments financiers dérivés - actif b)	70
Dépôts b) (ii)	38
Instruments financiers dérivés - passif b)	110
Dette subordonnée b) (ii)	9
Bénéfices non répartis	(71)
Cumul des autres éléments du résultat étendu - titres disponibles à la vente a)	3
Cumul des autres éléments du résultat étendu - perte provenant des couvertures de flux de trésorerie b) (i)	(51)

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de ces modifications sur notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le	Pour les six mois terminés le
	30 avril 2007	30 avril 2007
Augmentation (diminution) du revenu net		
État consolidé des résultats		
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions - Prêts d)	5 \$	3 \$
Revenu autre que d'intérêts - Revenus (pertes) de négociation c)	-	3
Revenu autre que d'intérêts - Autres b) (i) (ii)	(2)	(3)
Impôts sur les bénéfices	(1)	(1)
Revenu net	2 \$	2 \$

Autres éléments du résultat étendu

En vertu des nouvelles règles, nous devons présenter un état consolidé du résultat étendu, état qui est constitué du revenu net, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux titres disponibles à la vente, des variations des gains ou pertes non réalisés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie, ainsi que des gains ou pertes de change nets non réalisés relatifs au montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger pour la période. Cet état est présenté au-dessus de notre état consolidé de la variation des capitaux propres.

a) Titres

En vertu des nouvelles règles, nous devons reclasser certains de nos titres, qui étaient auparavant classés comme titres de placement, dans les titres disponibles à la vente ou dans les titres détenus jusqu'à leur échéance.

Les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que ces titres soient vendus ou, si une perte non réalisée est considérée comme durable, jusqu'à ce que cette perte non réalisée soit comptabilisée dans le revenu. Les critères utilisés pour déterminer qu'une perte est durable restent inchangés. Les titres disponibles à la vente qui n'ont pas de prix coté sur un

marché, y compris les titres dont la vente est soumise à des restrictions, continueront à être comptabilisés au coût non amorti. Nous n'avons classé aucun de nos titres de placement comme titre détenu jusqu'à échéance.

Les nouvelles règles n'ont pas d'incidence sur la comptabilisation de nos investissements de banque d'affaires ou de nos investissements dans des actions de sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable sans en avoir le contrôle. Ces investissements sont inscrits à notre bilan consolidé dans les titres divers. La note 3 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 contient d'autres renseignements sur nos politiques en matière de valeurs mobilières, de détermination de la juste valeur et de moins value durable.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué nos titres disponibles à la vente à leur juste valeur. Un gain non réalisé net de 3 millions de dollars a été comptabilisé dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu.

b) Instruments dérivés de couverture

En vertu des nouvelles règles, nous devons comptabiliser tous nos instruments dérivés de couverture à leur juste valeur. Avant le 1^{er} novembre 2006, nous comptabilisions les instruments dérivés qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les types de relations de couverture qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture n'ont pas changé en vertu des nouvelles règles. Nous continuerons à désigner nos couvertures comme des couvertures de flux de trésorerie ou comme des couvertures de la juste valeur. La note 9 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 contient une description des éléments ou des transactions que nous couvrons, et fait état de la politique de gestion des risques que nous appliquons pour chaque type de couverture.

(i) Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie servent à gérer la hausse ou la baisse possibles du revenu d'intérêts ou des frais d'intérêts relatifs à des actifs et à des passifs à taux variable, attribuables à des variations de taux d'intérêt.

En vertu des nouvelles règles, nous continuerons à comptabiliser les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé compensent les variations de la juste valeur de l'instrument couvert, elles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. Toute partie des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé qui ne compense pas les variations de la juste valeur de l'instrument couvert (l'inefficacité de la couverture) est portée directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats. La partie inefficace de nos couvertures de flux de trésorerie totalisait 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 (3 millions pour les six mois terminés le 30 avril 2007).

Dans le cas des couvertures qui sont interrompues avant la fin de la durée initialement prévue, les gains ou les pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu sont amortis par imputation au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats, sur le reste de la durée de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, la totalité des gains ou des pertes non réalisés est constatée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, dans l'état consolidé des résultats. Le montant de la perte comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu que nous prévoyons reclasser dans l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois s'élève à 18 millions de dollars (28 millions avant impôts). Ce montant sera compensé par une hausse du revenu net d'intérêts provenant des actifs et des passifs qui font l'objet de couvertures.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué nos instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie à la juste valeur. La partie de la

juste valeur qui compensait la juste valeur de l'élément couvert totalisait 8 millions de dollars (5 millions après impôts) et elle a été comptabilisée dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu. La partie inefficace des couvertures des flux de trésorerie qui a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis totalisait moins de 1 million de dollars. Nous avons aussi reclassé, dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu, des pertes reportées relatives à des couvertures de flux de trésorerie interrompues avant le 1^{er} novembre 2006, pour un montant de 86 millions de dollars (56 millions après impôts), pertes qui étaient jusqu'alors comptabilisées dans les actifs divers.

(ii) Couvertures de la juste valeur

Les couvertures de la juste valeur servent à gérer les variations possibles de la valeur de nos actifs et passifs à taux fixe, attribuables à des variations de taux d'intérêt. Dans le cas des couvertures de la juste valeur, non seulement l'instrument dérivé de couverture est comptabilisé à sa juste valeur, mais les actifs et passifs à taux fixe qui font partie de la relation de couverture sont rajustés en fonction des variations de la valeur du risque qui est couvert (quasi juste valeur). Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé ne neutralisent pas les variations du rajustement de la quasi juste valeur de l'élément couvert (l'inefficacité de la couverture), le montant net sera porté directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats. La partie inefficace de nos couvertures de la juste valeur totalisait moins de 1 million de dollars pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur qui sont interrompues, nous cessons de rajuster l'élément couvert à la quasi juste valeur. Le rajustement à la quasi juste valeur de l'élément couvert est comptabilisé comme un rajustement du revenu ou des frais d'intérêts relatifs à cet élément, sur le reste de sa durée. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, tout rajustement à la quasi juste valeur sera inclus dans la détermination du gain ou de la perte découlant de la vente ou du règlement.

Lorsque nous avons réévalué à la juste valeur les instruments dérivés de couverture de la juste valeur, le 1^{er} novembre 2006, nous avons rajusté en conséquence la valeur comptable des éléments que nous couvrons avec ces instruments dérivés (rajustement à la quasi juste valeur). La différence entre ces deux montants a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et totalisait moins de 1 million de dollars. Le 1^{er} novembre 2006, nous avons aussi reclassé des montants reportés relatifs à des couvertures de la juste valeur interrompues avant le 1^{er} novembre 2006, montants qui étaient jusqu'alors comptabilisés dans les actifs divers, afin de rajuster la valeur comptable des éléments qui étaient auparavant couverts. Les rajustements à la quasi juste valeur relatifs à ces deux opérations étaient constitués d'une augmentation des prêts de 3 millions de dollars, d'une augmentation des dépôts de 38 millions de dollars, d'une augmentation de la dette subordonnée de 9 millions de dollars et d'une augmentation des actifs divers de 6 millions de dollars.

c) Option de la juste valeur

Les nouvelles règles permettent à la direction de choisir d'évaluer des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1^{er} novembre 2006 lors de l'adoption des nouvelles règles ou être désignés au moment de l'acquisition de nouveaux instruments financiers, et la désignation est irrévocable.

Les billets structurés émis par la Banque comprennent des options incorporées. La Banque conclut des contrats sur instruments dérivés qui gèrent notre risque lié aux variations de la juste valeur du billet structuré attribuables aux variations des taux d'intérêt. Les billets structurés sont désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur, qui harmonise mieux le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. Ces billets sont

classés dans les passifs divers. Au 30 avril 2007, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets étaient respectivement de 565 millions et de 571 millions de dollars. L'incidence de la comptabilisation de ces billets comme instruments de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 (3 millions pour les six mois terminés le 30 avril 2007). L'augmentation a été neutralisée par une perte sur les instruments dérivés.

Les titres de nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance ont été désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Comme le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la valeur comptabilisée des titres qui les soutiennent, la comptabilisation de ces titres à leur juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur de ces titres au 30 avril 2007 était de 33 millions de dollars. L'incidence de la comptabilisation de ces titres comme instruments de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de moins de 1 million de dollars pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2007.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons réévalué le portefeuille des billets structurés et certains titres de nos filiales du secteur de l'assurance à leur juste valeur. Une perte nette non réalisée de moins de 1 million de

Note 3 • Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 30 avril 2007 et

	Pour les trois mois terminés le						Pour les six mois terminés le					
	Provision spécifique		Provision générale		Total		Provision spécifique		Provision générale		Total	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Solde au début de la période	156 \$	170 \$	922 \$	945 \$	1 078 \$	1 115 \$	153 \$	169 \$	905 \$	959 \$	1 058 \$	1 128 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	59	66	-	-	59	66	111	118	-	-	111	118
Recouvrements	21	35	-	-	21	35	43	55	-	-	43	55
Radiations	(84)	(91)	-	-	(84)	(91)	(158)	(162)	-	-	(158)	(162)
Écarts de change et autres	6	(2)	(21)	(6)	(15)	(8)	9	(2)	(4)	(20)	5	(22)
Solde à la fin de la période	158 \$	178 \$	901 \$	939 \$	1 059 \$	1 117 \$	158 \$	178 \$	901 \$	939 \$	1 059 \$	1 117 \$

Note 4 • Titrisation

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 499 millions de dollars pour un produit en espèces total de 487 millions de dollars (respectivement 1 447 millions et 1 429 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2007). Aucune perte sur créances n'a été prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts. Nous avons comptabilisé des gains de 5 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 25 millions de dollars dans les titres disponibles à la vente et un passif de gestion de 4 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (respectivement 10 millions,

Note 5 • Acquisitions

First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 343 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de First National ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis (Indiana). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement

dollars a été comptabilisée dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

d) Méthode du taux d'intérêt effectif

Les commissions de montage de prêts sont comprises dans nos soldes de prêts et sont constatées dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste prêts, sur la durée de vie des prêts établis. Avant le 1^{er} novembre 2006, des montants égaux relatifs aux commissions de montage étaient comptabilisés pour chacune des périodes de la durée de vie du prêt établi. En vertu des nouvelles règles, nous devons utiliser la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les commissions de montage des prêts, de sorte que le montant comptabilisé varie tout au long de la durée du prêt en fonction du capital qui reste à rembourser.

Au 1^{er} novembre 2006, nous avons rajusté nos commissions de montage reportées afin d'obtenir le solde qui aurait été obtenu si nous avions toujours comptabilisé ces commissions selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence a été une diminution des prêts, au poste prêts hypothécaires à l'habitation, de 87 millions de dollars, une diminution du passif d'impôts futurs de 30 millions de dollars et une diminution des bénéfices non répartis de 57 millions de dollars.

au 30 avril 2006, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

62 millions et 12 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2007). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,8 années, un taux de remboursement anticipé de 10,0 %, un taux d'intérêt de 5,21 % et un taux d'actualisation de 4,19 % (respectivement 4,7 années, 9,3 %, 5,29 % et 4,19 % pour les six mois terminés le 30 avril 2007).

De plus, les gains à la vente de prêts vendus à toutes les entités de titrisation à rechargement ont été de 49 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 (104 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2007).

accéléralé sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 42 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de bcpbank Canada ont été intégrés à nos états financiers consolidés à

compter de cette date. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Villa Park Trust and Savings Bank

Le 1^{er} décembre 2005, nous avons conclu l'acquisition de la Villa Park Trust and Savings Bank (Villa Park), une banque locale de Chicago, pour une somme totale de 76 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Villa Park ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. Cette acquisition nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région de Chicago (Illinois). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Villa Park fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2007	30 avril 2006	
	First National	bcpbank Canada	Villa Park
Encaisse	81 \$	47 \$	16 \$
Valeurs mobilières	347	23	54
Prêts	1 013	294	247
Bureaux et matériel	35	9	4
Écarts d'acquisition	166	6	44
Actif incorporel (dépôts de base)	37	12	7
Actifs divers	52	2	4
Total de l'actif	1 731	393	376
Dépôts	1 377	339	296
Passifs divers	11	12	4
Total du passif	1 388	351	300
Prix d'achat	343 \$	42 \$	76 \$

La répartition du prix d'achat de First National et de bcpbank Canada est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 6 • Rémunération du personnel

Modifications des conventions comptables

Au cours de l'exercice terminés le 31 octobre 2006, nous avons adopté la nouvelle directive comptable de l'ICCA concernant la rémunération à base d'actions. Selon cette directive, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés qui sont admissibles à la retraite doit être constaté à titre de charge à la date d'attribution. Auparavant, nous amortissions ce coût sur la période d'acquisition des droits. Les données des périodes antérieures ont été retraitées pour tenir compte de cette modification.

Options d'achat d'actions

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2007, nous avons attribué 1 220 900 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 7,54 \$ l'option et elle a été déterminée au

moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options attribuées au cours des six mois terminés le 30 avril 2007

Rendement prévu des actions	3,8 %
Volatilité prévue du cours des actions	15,6 %
Taux de rendement sans risque	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,4 ans

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Prestations constituées par les employés	39 \$	35 \$	6 \$	5 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	55	52	13	11
Perte actuarielle constatée dans la charge	14	21	4	3
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	2	(2)	-
Rendement prévu des actifs des régimes	(70)	(64)	(2)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	41	46	19	18
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	17	15	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	4	3	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	62 \$	64 \$	19 \$	18 \$

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les six mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	30 avril 2006	30 avril 2007	30 avril 2006
Prestations constituées par les employés	79 \$	69 \$	11 \$	10 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	110	104	25	22
Perte actuarielle constatée dans la charge	30	42	8	7
Amortissement du coût des modifications aux régimes	5	3	(3)	(2)
Rendement prévu des actifs des régimes	(139)	(126)	(3)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	85	92	38	35
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	30	28	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	8	6	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	123 \$	126 \$	38 \$	35 \$

Note 7 • Charge de restructuration

Le 31 janvier 2007, nous avons inscrit une charge de restructuration de 135 millions de dollars à notre état consolidé des résultats. Les objectifs de la restructuration sont d'améliorer le service à la clientèle en affectant des fonds et d'autres ressources à l'amélioration de la prestation des employés des ventes et du service qui sont en contact direct avec la clientèle, en mettant au point des processus et des systèmes plus efficaces dans l'ensemble de l'organisation et en continuant d'accélérer le rythme de croissance de l'organisation.

La charge est liée à la suppression d'environ 1 000 postes, essentiellement au sein de groupes dont les employés n'ont pas d'interactions directes avec la clientèle, et ce, dans l'ensemble des fonctions de soutien et des groupes d'exploitation de l'organisation. La charge se répartit de la façon suivante : 117 millions de dollars pour des indemnités de licenciement, 11 millions pour des charges liées à des locaux et 7 millions pour divers autres coûts.

Les charges liées aux locaux comprennent les frais d'annulation des baux dans les cas où nous avons légalement mis fin à nos obligations locatives, ainsi que la valeur comptable des actifs abandonnés.

Nous avons engagé une firme de services professionnels afin d'obtenir des conseils stratégiques et organisationnels en rapport avec nos initiatives de restructuration. Une charge de 7 millions de dollars pour ces services a été incluse dans la charge de restructuration.

	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Total
Solde au 31 janvier 2007	110 \$	11 \$	121 \$
Somme payée au cours du trimestre	(5)	(10)	(15)
Solde au 30 avril 2007	105 \$	1 \$	106 \$

Note 8 • Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nos billets à 7,80 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance.

Note 9 • Capital-actions

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2007, nous avons émis 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, de série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au coût de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nous avons racheté 2 210 500 actions ordinaires au prix moyen de 70,75 \$ l'action, pour une somme totale de 156 millions de dollars. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2006, nous avons racheté 1 861 300 actions ordinaires au prix moyen de 65,63 \$ l'action, pour une somme totale de 122 millions de dollars. Au cours des six mois terminés le 30 avril

2007, nous avons racheté 3 405 400 actions ordinaires au prix moyen de 70,16 \$ l'action, pour une somme totale de 238 millions de dollars. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2006, nous avons racheté 2 399 500 actions ordinaires au prix moyen de 64,45 \$ l'action, pour une somme totale de 154 millions de dollars.

Nous avons racheté 3 871 200 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat, présentée dans le cours normal de nos activités, qui est actuellement en vigueur et qui arrive à échéance le 5 septembre 2007. En vertu de cette offre, nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2007		
	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
		450	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	–
		946	
Actions ordinaires	500 028 856	4 326	–
Capital-actions		5 272 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	22 564 226 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, aux pages 118 à 121 de notre Rapport annuel 2006.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
s.o. – sans objet

Note 10 • Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2007	30 avril 2006 1)	30 avril 2007	30 avril 2006 1)
Revenu net – selon les PCGR du Canada	671 \$	651 \$	1 019 \$	1 257 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	(12)	(2)	(24)	(39)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	659 \$	649 \$	995 \$	1 218 \$
Résultat par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,31 \$	1,28 \$	1,99 \$	2,47 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,29	1,28	1,94	2,40
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,29	1,25	1,96	2,42
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,27	1,25	1,91	2,35

1) Les montants du tableau ci-dessus ont été retraités pour tenir compte des modifications qui ont été apportées aux conventions comptables et qui sont décrites à la note 6.

Instruments financiers hybrides

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable des États-Unis sur les instruments financiers hybrides. Les nouvelles règles nous permettent de choisir d'évaluer certains instruments financiers hybrides à leur juste valeur dans leur totalité, les changements à la juste valeur étant constatés dans le revenu net. Selon les règles antérieures, seul l'instrument dérivé incorporé dans l'instrument financier hybride était comptabilisé à la juste valeur. Nous n'avons évalué aucun instrument financier hybride à la juste valeur. La nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable des États-Unis sur les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs. Les nouvelles règles exigent que nous

constatons à notre bilan consolidé la situation de capitalisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, avec un rajustement correspondant du cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts. Le calcul des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs ne changera pas.

Instruments financiers

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons adopté les nouvelles règles comptables canadiennes concernant les instruments financiers, les couvertures et les autres éléments du résultat étendu, qui sont harmonisées avec les normes comptables américaines (voir la note 2).

Note 11 • Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité).

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE – Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises du Canada, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE – États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises des États-Unis, principalement dans la région de Chicago et dans l'Indiana, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banques d'affaires, de titrisation, de services de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur instruments d'emprunt, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations (T&O) et les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation des Services d'entreprise comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité T&O assure à la Banque des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information,

d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. Cette unité axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes PE, GP et BMO MC et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les résultats d'exploitation des unités fonctionnelles.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons dans les notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic). Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis, mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Note 11 • Segmentation opérationnelle et géographique (suite)

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation :
(en millions de dollars canadiens)

	PE – Canada	PE – États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (bic) 2)	Rajustements bic (selon les PCGR)	Total
Pour les trois mois terminés le 30 avril 2007								
Revenu net d'intérêts	735 \$	191 \$	153 \$	255 \$	(87) \$	1 247 \$	(43) \$	1 204 \$
Revenu autre que d'intérêts	474	45	365	395	45	1 324	-	1 324
Revenu total	1 209	236	518	650	(42)	2 571	(43)	2 528
Dotation à la provision pour pertes sur créances	81	9	-	19	(50)	59	-	59
Frais autres que d'intérêts	655	183	359	395	22	1 614	-	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	473	44	159	236	(14)	898	(43)	855
Impôts sur les bénéfices	149	17	58	37	(53)	208	(43)	165
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19
Revenu net	324 \$	27 \$	101 \$	199 \$	20 \$	671 \$	- \$	671 \$
Actif moyen	117 777 \$	24 830 \$	6 884 \$	204 411 \$	3 642 \$	357 544 \$	- \$	357 544 \$
Écarts d'acquisition (au)	99 \$	732 \$	323 \$	96 \$	2 \$	1 252 \$	- \$	1 252 \$
Pour les trois mois terminés le 30 avril 2006 3)								
Revenu net d'intérêts	700 \$	187 \$	138 \$	175 \$	(57) \$	1 143 \$	(30) \$	1 113 \$
Revenu autre que d'intérêts	397	40	349	552	22	1 360	-	1 360
Revenu total	1 097	227	487	727	(35)	2 503	(30)	2 473
Dotation à la provision pour pertes sur créances	79	7	-	20	(40)	66	-	66
Frais autres que d'intérêts	624	174	336	406	20	1 560	-	1 560
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	394	46	151	301	(15)	877	(30)	847
Impôts sur les bénéfices	133	18	54	54	(52)	207	(30)	177
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19	-	19
Revenu net	261 \$	28 \$	97 \$	247 \$	18 \$	651 \$	- \$	651 \$
Actif moyen	113 878 \$	21 936 \$	6 428 \$	155 833 \$	4 746 \$	302 821 \$	- \$	302 821 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	581 \$	324 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	- \$	1 098 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2007								
Revenu net d'intérêts	1 495 \$	377 \$	304 \$	487 \$	(181) \$	2 482 \$	(82) \$	2 400 \$
Revenu autre que d'intérêts	880	87	720	370	137	2 194	-	2 194
Revenu total	2 375	464	1 024	857	(44)	4 676	(82)	4 594
Dotation à la provision pour pertes sur créances	161	18	1	39	(108)	111	-	111
Frais autres que d'intérêts	1 304	358	718	723	184	3 287	-	3 287
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	910	88	305	95	(120)	1 278	(82)	1 196
Impôts sur les bénéfices	294	32	109	(86)	(128)	221	(82)	139
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	38	38	-	38
Revenu net	616 \$	56 \$	196 \$	181 \$	(30) \$	1 019 \$	- \$	1 019 \$
Actif moyen	117 446 \$	24 159 \$	6 923 \$	198 496 \$	3 350 \$	350 374 \$	- \$	350 374 \$
Écarts d'acquisition (au)	99 \$	732 \$	323 \$	96 \$	2 \$	1 252 \$	- \$	1 252 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2006 3)								
Revenu net d'intérêts	1 426 \$	372 \$	276 \$	382 \$	(100) \$	2 356 \$	(61) \$	2 295 \$
Revenu autre que d'intérêts	767	80	675	1 088	49	2 659	-	2 659
Revenu total	2 193	452	951	1 470	(51)	5 015	(61)	4 954
Dotation à la provision pour pertes sur créances	157	15	1	40	(95)	118	-	118
Frais autres que d'intérêts	1 248	335	663	826	68	3 140	-	3 140
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	788	102	287	604	(24)	1 757	(61)	1 696
Impôts sur les bénéfices	265	41	99	135	(78)	462	(61)	401
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	38	38	-	38
Revenu net	523 \$	61 \$	188 \$	469 \$	16 \$	1 257 \$	- \$	1 257 \$
Actif moyen	112 653 \$	21 778 \$	6 428 \$	155 280 \$	4 644 \$	300 783 \$	- \$	300 783 \$
Écarts d'acquisition (au)	93 \$	581 \$	324 \$	98 \$	2 \$	1 098 \$	- \$	1 098 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

3) Les chiffres du tableau ci-dessus ont été traités pour tenir compte des modifications qui ont été apportées aux conventions comptables et qui sont décrites aux notes 3 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par région :

(en millions de dollars canadiens), base d'imposition comparable 1)

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2007	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	906 \$	262 \$	79 \$	1 247 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 057	189	78	1 324
Revenu total	1 963	451	157	2 571
Dotation à la provision pour pertes sur créances	60	3	(4)	59
Frais autres que d'intérêts	1 149	421	44	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	754	27	117	898
Impôts sur les bénéfices	179	9	20	208
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
Revenu net	562 \$	12 \$	97 \$	671 \$
Actif moyen	208 458 \$	115 547 \$	33 539 \$	357 544 \$
Écarts d'acquisition (au)	417 \$	835 \$	- \$	1 252 \$
Pour les trois mois terminés le 30 avril 2006 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	865 \$	248 \$	30 \$	1 143 \$
Revenu autre que d'intérêts	937	377	46	1 360
Revenu total	1 802	625	76	2 503
Dotation à la provision pour pertes sur créances	56	11	(1)	66
Frais autres que d'intérêts	1 103	421	36	1 560
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	643	193	41	877
Impôts sur les bénéfices	145	66	(4)	207
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
Revenu net	485 \$	121 \$	45 \$	651 \$
Actif moyen	192 682 \$	85 333 \$	24 806 \$	302 821 \$
Écarts d'acquisition (au)	410 \$	688 \$	- \$	1 098 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2007	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 819 \$	507 \$	156 \$	2 482 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 056	28	110	2 194
Revenu total	3 875	535	266	4 676
Dotation à la provision pour pertes sur créances	111	4	(4)	111
Frais autres que d'intérêts	2 362	839	86	3 287
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 402	(308)	184	1 278
Impôts sur les bénéfices	343	(157)	35	221
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	27	11	-	38
Revenu net	1 032 \$	(162) \$	149 \$	1 019 \$
Actif moyen	205 845 \$	111 671 \$	32 858 \$	350 374 \$
Écarts d'acquisition (au)	417 \$	835 \$	- \$	1 252 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2006 2)	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 767 \$	521 \$	68 \$	2 356 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 837	730	92	2 659
Revenu total	3 604	1 251	160	5 015
Dotation à la provision pour pertes sur créances	105	14	(1)	118
Frais autres que d'intérêts	2 224	847	69	3 140
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 275	390	92	1 757
Impôts sur les bénéfices	335	129	(2)	462
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	27	11	-	38
Revenu net	913 \$	250 \$	94 \$	1 257 \$
Actif moyen	189 230 \$	86 188 \$	25 365 \$	300 783 \$
Écarts d'acquisition (au)	410 \$	688 \$	- \$	1 098 \$

1) Base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

2) Les chiffres du tableau ci-dessus ont été traités pour tenir compte des modifications qui ont été apportées aux conventions comptables et qui sont décrites aux notes 3 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs. Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18^e étage, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 23 mai 2007 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au mercredi 6 juin 2007, au 416-641-2196 (région de Toronto) ou au 1-888-742-2491 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès : 7573).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 27 août 2007.

Relations avec les médias

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1101

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Krista White, directrice principale, krista.white@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Karen Maidment, chef des finances et des affaires administratives,

karen.maidment@bmo.com, 416-867-6776

Secrétariat général

Sharon Sandall, secrétaire intérimaire, Secrétariat général et affaires juridiques

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen des actions

Février 2007 72,15 \$

Mars 2007 71,42 \$

Avril 2007 71,28 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com